

Motion congrès MRC
01 et 02 décembre 2018 Paris

VOULOIR, PENSER, AGIR pour la France
avec le MRC



Les 1^{er} Signataires: Pierre Alexandre BONNET, Antonin BONNEFOI, Geoffrey BONNIN, Anthony BROCVIELLE, André CASSOU, Dominique DEGUISNE conseiller national, Franck DUHAMEL conseiller national, François DUHAMEL membre du bureau national, Denis DURAND conseiller national, Jean-Louis FREMAUX, Christophe GACHE membre du bureau national, Jean-Marc GAYRAUD, Alain GELY conseiller national, Christian HUTIN député du Nord vice-président du MRC, Jonas MAITRE, Jean-Pierre LETTRON membre du bureau national, Serge LEZEMENT, membre du bureau national, Hubert LICOWSKI, Claude MAITROT membre du bureau national, Olivier MARLIERE, Francis MASANES, Jean-Paul METZ, Christine MEYER membre du bureau national, Christian MOCHET, François MAULIN, Bruno MOSCHETTO secrétaire national, Claude NICOLET, Patrick NIVET conseiller national, Brigitte ORZECZOWSKI, Yves PERLEIN conseiller national, Gérard PIERRE membre du bureau national, Paul-Henri PILLET secrétaire national-Président des jeunes du MRC, Olivier POINSIGNON, Hugo PROD'HOMME secrétaire national, Sébastien SAGUER conseiller national, Joël SANSEN, Éric TOLLENAERE conseiller national

Préambule

Notre motion est l'expression des adhérents du MRC qui souhaitent le voir se maintenir et se développer afin de porter les valeurs et l'héritage des républicains de gauche venant de divers horizons, en se nourrissant du meilleur de la vie politique française, de la tradition communiste jusqu'au gaullisme. Cette richesse est irremplaçable, et surtout indispensable.

Fruit d'un intense travail collectif et de nombreuses réunions, cette motion prouve à quel point le dévouement de nos militants n'est pas un vain mot au sein de notre mouvement, dès lors que l'on fait appel à l'immense richesse intellectuelle de nos camarades, toujours avides de donner de leur temps. Ce texte permet d'orienter notre stratégie vers le rassemblement des républicains de gauche au sein duquel le MRC a une place déterminante. Mais au-delà, à l'ensemble de nos concitoyens, républicains sincères souhaitant le redressement et la refondation républicaine du pays.

Le MRC doit donc retrouver sa place naturelle, au cœur de la République. Il a vocation à être central dans le paysage politique français. Par conséquent, il doit se renforcer et médiatiser davantage ses propositions, par tous les moyens. Ces dernières années furent difficiles et il nous faut en faire le bilan. Le MRC doit permettre le rassemblement de tous les républicains qui souhaitent la réussite de la France, sa prospérité, par conséquent il doit être ouvert à la discussion avec toute force politique dès lors que cela irait dans l'intérêt du pays et de la République, sociale, laïque, une et indivisible.

UNE SITUATION INTERNATIONALE PROFONDÉMENT TRANSFORMÉE.

Il nous a été donné d'assister ces dernières années à de véritables bouleversements dans la situation internationale. Il nous faut tenter de comprendre les grands mouvements qui traversent la politique mondiale afin de définir une perspective utile au pays.

Nous savons ou nous pressentons que les dangers s'accumulent. Crise financière dont les conséquences se font toujours sentir avec un dollar hégémonique s'appuyant sur l'extraterritorialité du droit états-unien (colloque de la fondation Res Publica du 28 septembre 2018) monde dansant au-dessus d'un volcan, résultat notamment, de l'alliance nouée il y a plus de 40 ans entre la Chine et les États-Unis d'Amérique au nom du libre-échange.

LA CARTE DU MONDE SE REDESSINE

Une crise financière potentiellement explosive: un nouveau tsunami barre l'horizon

Le basculement vers l'Asie-Pacifique est une réalité, les relations entre la Chine, la Russie et l'Inde se développent. Le grand défi de **Vladimir Poutine** était de reconstituer l'État Russe et de rendre sa fierté au pays après la terrible décennie des années 90 puis de prendre acte des changements stratégiques. En dépit de son influence diplomatique retrouvée, notamment depuis le troisième mandat de **Vladimir Poutine**, et de ses capacités militaires remarquables, la Russie reste relativement faible économiquement. Son PIB en volume n'est que le onzième au monde, entre le Canada et la Corée du Sud. Au niveau commercial, le pays demeure excédentaire (11,5 milliards d'euros en 2017), ce qui représente presque le double de son solde commercial de 2001, c'est-à-dire au sortir de la décennie d'humiliations des années 1990. Néanmoins, cette croissance des excédents commerciaux russes depuis 2001 ne doit pas occulter la stagnation de ceux-ci entre 2011 et 2014, et surtout leur effondrement (baisse de 70%) entre 2014 et 2016 en raison des sanctions occidentales à la suite du retour de la Crimée à la Russie. Pour la première fois depuis les sanctions, l'excédent commercial russe a augmenté en 2017 (hausse de 25%).

Dans le même temps la balance commerciale chinoise est très largement excédentaire sur la période 2001-2017. L'excédent commercial chinois s'élève ainsi à 381,3 milliards d'euros en 2017, contre 251,4 milliards d'euros en 2001. Pour la première fois depuis la crise des subprimes, l'excédent commercial chinois tend à diminuer depuis 2015, année au cours de laquelle il s'élevait à 535 milliards d'euros. L'excédent commercial de l'Allemagne n'a cessé de croître depuis 2001. Il a été multiplié par 2,5 depuis 2001, au point de s'élever aujourd'hui à 244,8 milliards d'euros. La Chine se déploie pour devenir la première puissance mondiale dans les décennies à venir. Routes de la soie, investissements massifs en Afrique, possession et maîtrise de la majorité des métaux et des terres rares indispensables à la transition énergétique et aux industries numériques, la Chine poursuit son affirmation. Les États-Unis mettent tout en œuvre pour maintenir leur domination sur le monde et le rapport de force, déjà tendu peut s'envenimer. C'est à cette

aune-là qu'il faut également comprendre l'action de **Donald Trump** qui veut créer le rapport de force avec la Chine.

Dans le même temps notre déséquilibre avec l'Allemagne ne cesse de croître Si l'on excepte le bref recul consécutif à la crise des subprimes (2008) ainsi qu'en 2017, l'excédent commercial de l'Allemagne n'a cessé de croître depuis 2001. Il a été multiplié par 2,5 depuis 2001, au point de s'élever aujourd'hui à 244,8 milliards d'euros. Ce solde se structure essentiellement autour de deux secteurs clés pour l'Allemagne : l'industrie automobile et les ventes de machines industrielles, de moteurs et d'engins.

Comme l'expliquent **Coralie Delaume** et **David Cayla** dans leur ouvrage *La fin de l'Union européenne*, on peut dégager trois facteurs de la prospérité allemande et de son redressement au cours des seize dernières années : « *la constitution d'un hinterland permise par l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à son espace industriel* », « *les bénéfices exorbitants que l'Allemagne tire de son appartenance au Marché unique* » et enfin l'appartenance de l'Allemagne à l'Euro. Ce dernier point est absolument fondamental car le fait que l'euro soit légèrement sous-évalué compte-tenu de la structure de l'économie allemande lui a permis de booster ses exportations dans un contexte où les partenaires commerciaux allemands en Europe ne pouvaient pas dévaluer leur monnaie. En outre, la monnaie unique permet à l'Allemagne de dégager des excédents beaucoup plus forts que ses voisins européens et d'investir ensuite son épargne sans crainte dans le reste de l'Europe.

Même si la portion de l'excédent commercial allemand réalisée grâce à ses échanges avec le reste de l'UE (160,3 milliards en 2017) a beaucoup diminué en proportion depuis 2001. Ainsi, les excédents commerciaux allemands avec l'UE représentaient en 2008 environ 88% du total des excédents allemands. Ils n'en représentent plus que 65% aujourd'hui, ce qui montre bien que l'intérêt économique de l'Allemagne pour l'Union européenne a diminué. Par exemple, la France n'est dorénavant plus que le quatrième partenaire commercial allemand et l'Allemagne commerce de plus en plus avec les États-Unis ou la Chine.

Voilà les tenailles du monde, celle du libre-échange généralisé, de la globalisation financière et des immenses déséquilibres qu'elle porte en son sein. Tenailles impitoyables dans lesquelles la France se trouve prise.

En réalité, le traité de Maastricht, venait à contretemps.

Il était déjà dépassé lorsqu'il a été présenté aux suffrages des Français qui ne l'ont accepté que du bout de leurs votes (51,04% contre 48,96%). **Jean-Pierre Chevènement** et **Philippe Séguin** avaient vu juste.

La chute du Mur de Berlin, la disparition de l'URSS, annonçaient la fin d'un monde et le retour des Nations comme acteurs majeurs des relations internationales et des constructions démocratiques possibles. La marche en avant fédéraliste, intrinsèque au Traité de Maastricht, était une tentative de réponse politique propre à une partie de l'Europe de l'Ouest, correspondant à une situation précise à laquelle elle était confrontée : la guerre froide. Voilà 25 ans que nous vivons avec le logiciel « d'avant » qui ne fait que fracturer davantage la construction européenne et en accentue les tensions. Les « imaginaires des peuples », leurs identités ne sont plus au rendez-vous de ce logiciel obsolète. Nous reprenons à notre compte cette formule de **Paul Ricoeur**, "*les peuples ont le sentiment que l'histoire se fait dans leur dos.*"

Ensemble fracturé et divisé il devient impossible pour l'Union européenne de définir une véritable stratégie tant vis-à-vis de la Chine, de la Russie que de l'Iran. Cela se traduit inmanquablement par un manque de capacité d'action stratégique dans le domaine monétaire puisque la puissance et l'adhésion populaire donc

politique ne sont pas au rendez-vous. Ce « contretemps » politique peut, si nous n'y prêtons garde, devenir un contretemps historique aux conséquences redoutables (nous renvoyons aux derniers ouvrages de **Jean-Pierre Chevènement**, « un défi de civilisation », « la France est-elle sortie de l'Histoire », **d'Hubert Védrine**, « Comptes à rebours » ou de **Marcel Gauchet**, « Comprendre le malheur français »).

Nous savons parfaitement que des vents mauvais peuvent travailler les Nations et devenir des ouragans dévastateurs. Mais il faut également reconnaître que toutes les tentatives qu'elles purent effectuer dans le but de faire « sauter » le verrou idéologique et technocratique ne furent pas prises en compte. Faut-il rappeler une fois encore l'élan qui, le 29 mai 2005, avait débouché sur un message politique clair et fort du peuple français en votant « NON » à 55% au référendum sur le Traité Constitutionnel européen. Grand moment démocratique et démonstration de la vitalité politique de notre pays. Il doit rester une leçon et un levier pour l'avenir.

Il fut décidé de ne pas en tenir compte et de n'y voir qu'un accident provenant probablement de l'éternel « déficit de pédagogie ». Du Tournant libéral de 1983, traité de Maastricht de 1992, au TSCG de 2012 en passant par le 1er tour des présidentielles du 21 avril 2002, au 29 mai 2005, on ne peut qu'être frappé de la remarquable continuité des projets mis en œuvre projetant les constructions politiques des peuples, leurs organisations sociales, leurs imaginaires, leurs identités, contre le mur du libre-échange. L'Union européenne apparaissant pour ce qu'elle était, le cheval de Troie de la globalisation financière.

Les ravages sont désormais clairement apparents et nous permettent de contempler un champ de ruines. Imaginer un rafistolage de pure opportunité électorale est une vue de l'esprit et encore... une vue basse.

L'Euro : de la monnaie unique à la monnaie commune.

Le MRC n'a jamais été favorable à une sortie de l'Union européenne. Cependant, il faut analyser avec sérénité la situation et nous savons que dans le carcan idéologique et politique actuel qui met en œuvre l'ordo-libéralisme et l'austérité généralisée, rien ou presque n'est faisable. Il ne faut donc pas exclure a priori, en cas de crise grave, la dislocation pure et simple de l'Union. Il faut l'envisager et prévoir en conséquence une alternative et une sortie ordonnée et concertée avec nos différents partenaires, d'une organisation à bout de souffle. La nécessité du « plan B » doit être sérieusement envisagée.

L'Union européenne est en grande difficulté et son décrochage avec les peuples qui sont censés la composer ne cesse de s'accroître. L'Union européenne meurt du poison qu'elle ne cesse elle-même de distiller dont la conséquence est la multiplication des tensions économiques et sociales sur l'ensemble du continent. La « fracture européenne » qui traverse l'ensemble de l'échiquier politique loin de se réduire est aujourd'hui une évidence lourde de menaces. C'est notamment sur la question européenne, que la synthèse des centres s'est faite autour d'**Emmanuel Macron**. Nous savons depuis longtemps que ce sont les « gagnants de la mondialisation » pour reprendre l'expression de **Christophe Guilluy**, qui soutiennent aujourd'hui le plus ardemment la construction européenne. Une base sociale relativement faible mais une force sociale très puissante, aux leviers de la nouvelle économie et profitant de la financiarisation liée à la globalisation.

Il faut absolument que nous ayons une véritable perspective politique quant à l'avenir de l'euro, qui conditionne toute analyse politique sérieuse. Le prix Nobel d'économie, en l'occurrence l'américain Joseph Stiglitz, auteur de : « L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe » a brisé un tabou dans la communauté scientifique et ouvert un débat en le mettant en pleine lumière depuis quelques années. La crise grecque a mis en lumière le carcan de l'euro mais surtout, la perspective d'un décrochage Italien

menace éventuellement l'avenir même de la monnaie unique si jamais Rome venait à faire défaut. La discipline monétaire et budgétaire liée à son fonctionnement accentuant les tensions internes et allant à l'encontre de l'objectif initialement fixé au service de « l'intégration économique. » Faut-il rappeler toutes les promesses non tenues de l'euro ?

La convergence des économies ? Les différences entre les peuples s'accroissent. Le PIB de l'Allemagne représentait 10,4 fois celui de la Grèce en 2007, mais 15 fois en 2015. Le plein emploi ? Les critères de convergence formulés par [les fondateurs de l'euro], en limitant les déficits (budgétaires) publics et la dette publique, ont rendu encore plus difficile d'atteindre le plein emploi dans toute l'Europe. Une monnaie pour les peuples ? La lutte contre l'inflation menée avec entêtement par les concepteurs de l'euro et leurs auxiliaires de la BCE fait les délices des créanciers et des banquiers. La politique monétaire, malgré son apparence technique, est de nature politique : l'inflation réduit la valeur réelle de ce que doivent les débiteurs, elle leur donne un coup de main aux dépens des créanciers. La prospérité économique ? Le PIB réel par habitant de 2007 à 2016 a baissé de 1,8% dans la zone euro, contre une hausse de presque 1% dans l'Union européenne et de 3% aux États-Unis.

Les politiques d'austérité, les hausses d'impôts, l'ascendant des financiers, les pertes de droits des salariés, tous ces maux s'inscrivent dans le droit fil de l'euro, une monnaie consubstantiellement ordo-libérale dans sa formule actuelle. L'euro porte en lui un projet politique et pour gagner en compétitivité et redresser sa balance, un pays déficitaire dans la zone euro doit choisir entre trois solutions. Soit dévaluer sa monnaie par rapport à ses partenaires. Perspective impossible au sein de la zone euro. Ou demander aux pays en excédents une solidarité fiscale et sociale. Mais l'Allemagne y semble peu disposée, notamment au regard de la période d'instabilité politique dans laquelle elle est entrée. Reste, la troisième et dernière solution, la dévaluation interne avec son lot d'austérité et de concurrence sociale entre salariés de la zone euro. C'est cette voie malheureuse et récessive qui a été choisie par la zone euro. L'immense malentendu qui devient un véritable danger, c'est que l'euro a été fait et pensé pour être la monnaie d'un État fédéral, or ce dernier ne verra jamais le jour. Les Allemands par l'intermédiaire du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe ont clairement dit « Non » à cette perspective et la montée des mouvements dit « populistes » dans toute l'Europe, indique clairement le refus de plus en plus net des peuples d'adhérer à cette vision.

Il nous faut conserver la perspective de la transformation de la monnaie unique en monnaie commune. Les travaux de **Jacques Sapir** et **Philippe Murer**, avec la contribution de **Cédric Durand** restent d'actualité (fondation Res Publica septembre 2013) et au cœur du travail qu'il nous faut effectuer. Nous pouvons également nous appuyer utilement sur les nombreuses contributions de **Bruno Moschetto**, notamment sur la question de la nationalisation de l'euro.

Il est clair que dans la perspective des élections européennes de mai 2019, il nous faudra aborder de front ces différents points avec d'éventuels partenaires. Mais au-delà d'une élection dont il faut bien dire que les Français se désintéressent, c'est là un chantier de longue haleine où le MRC a toute sa place et que nous avons porté et maintenu vivant dans la vie politique française.

De notre politique étrangère

La France est aujourd'hui plongée au cœur de conflits dont nous ne semblons pas maîtriser la perspective. Proche et Moyen-Orient, monde Russe et orthodoxe, Afrique, crise de l'Union européenne, OTAN, relation avec les États-Unis d'Amérique, Occidentaux ou occidentalistes, éloignement avec l'Amérique du Sud, toutes ces interrogations renvoient également, comme un miroir à la crise intérieure que connaît la société

française. Notre pays se définit encore comme ayant une vocation universelle, ce qui est différent de mondiale. Sans cette projection de lui-même en direction de l'Humanité, il cesse de comprendre le sens même de son existence. Ces deux principes sont intimement liés. Cet imaginaire nous constitue.

Il nous faut en profondeur repenser notre politique étrangère mais également de défense. Il faut en réalité repenser l'articulation étroite entre ces deux piliers de l'action de l'État. Tout d'abord avoir une claire conscience de nous-mêmes. Cela peut paraître évident, en fait ça ne l'est pas. La France connaît une crise de confiance très grave depuis quasiment 40 ans, qu'on peut en réalité faire remonter aux années 30. Crise morale et politique de longue durée que l'épisode gaullien a brillamment combattu mais qui s'est ensuite réfugiée ou travestie dans la construction européenne qui devenait "notre avenir" selon la célèbre formule de **François Mitterrand** prononcée lors de la campagne des élections européennes de 1989. Nous sommes six ans après le tournant de la rigueur de 1983...

Il faut en tirer comme conclusion que l'ADN de la construction européenne rend cette dernière absolument incapable de faire face aux temps nouveaux issus de la fin de la guerre froide. Le mirage du peuple européen, du "saut fédéral" se fracasse sur le mur de la réalité. **Jean-Claude Juncker** lui-même, actuel président de la Commission européenne en a fait le constat et l'aveu: *"il n'y a pas et il n'y aura pas d'États Unis d'Europe ni d'État fédéral européen. Pour une raison simple, les peuples n'en veulent pas!"*

Ce constat nous étions un certain nombre depuis trente ou quarante ans à le faire et à le dire. Discours difficile à tenir tant il nous attirait d'insultes voire de menaces, mais que de temps perdu pour la République au profit de l'extrême droite! La France doit en tirer toutes les leçons. En particulier dans la capacité qui doit redevenir la sienne, à s'adresser au monde entier. Sans lui tourner le dos, l'Union européenne ne trouvera son salut que dans la perspective d'une "Europe européenne." C'est à dire être un acteur politique et stratégique à part entière. Mais le veut-elle ? Le peut-elle ?

Une Europe européenne veut dire avoir la volonté d'être un acteur politique et géostratégique majeur ayant sa propre indépendance, sa propre vision, sa propre volonté. Rien ne pourra se faire si nous ne posons pas la question dans son ensemble. Pour la France sa relation avec le Royaume-Uni (dont le courageux Brexit a rebattu les cartes), avec l'Allemagne, mais également avec l'Europe centrale (que nous avons trop longtemps négligée) et surtout la Russie.

Il nous faut donc définir quels sont nos "buts de guerre" c'est à dire raisonner en terme d'intérêt national plutôt que de "valeurs" dont la dimension morale est bien trop floue et imprudente quand il est question des intérêts de l'État. Les limites de cette position sont très rapidement atteintes et nous interdisent de jouer le rôle que nous devrions tenir. Le cas de la Syrie est exemplaire. Sans ambassade, en ayant coupé tout contact avec le régime, en ayant reconnu comme seule représentante légitime une opposition improbable, nous nous sommes interdit tout rôle majeur, contribuant à la prolongation des souffrances terribles du peuple syrien et nous excluant du règlement du conflit.

Il nous faut donc interroger et remettre en cause les liens qui sont les nôtres et qui parfois nous enferment. Qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de l'OTAN. Si l'on part du principe que le rôle de la France est de contribuer au dialogue des Nations et des cultures, il faut alors en tirer la conclusion qu'elle ne peut se satisfaire de suivre une politique purement "occidentaliste" dans laquelle elle finira par se perdre. Sur ce point nos atouts sont en réalité nombreux car les idéaux de la Révolution française ont essaimé partout dans le monde et nous devons les considérer comme autant de points d'appuis. Cette perspective sur le long terme est incontestablement une victoire historique majeure dont la France peut et doit à juste titre s'enorgueillir. Ce modèle républicain, dont le souvenir n'est pas perdu dans le monde, constamment à redéfinir, est encore riche de promesses et donne à la France cette place si particulière.

Plus que jamais aujourd'hui, il nous faut mettre à nouveau en avant cette liberté de ton, cette liberté de parole qui fait la particularité de la France et qui faisait la puissance de la parole gaullienne mais également celle de **François Mitterrand** quant au Mexique dans son discours de Cancun (20 octobre 1981) il apporte le salut de la France ancrée dans l'histoire.

Voilà qui avait de l'allure et qui finalement n'était pas si éloigné de la vision que le général **de Gaulle** exposait lors de son fameux discours de Phnom-Penh le 1er septembre 1966 à propos de la guerre du Viet-Nam et de l'engagement des États-Unis.

Finalement la France n'est jamais aussi grande et fidèle à elle-même que lorsqu'elle affiche et affirme son propre génie, sa singularité qui lui vient du fond de l'histoire. Elle s'est fabriquée contre l'Empire (Saint-Empire romain germanique, Empires centraux) et par la Révolution française. Incontestablement il y avait continuité. Incontestablement il y a rupture en 1983 avec le tournant de la Rigueur sous la pression néo-libérale et néo-conservatrice imposée par **Ronald Reagan** et **Margaret Thatcher**.

Nous vivons aujourd'hui des bouleversements profonds. La montée des pays émergents doit retenir toute notre attention. Phénomène structurant et de longue durée il s'agit là de l'apparition du paysage géostratégique et géopolitique du 21ème siècle. Si nous comprenons les intérêts des États-Unis d'Amérique quant au renversement copernicien qui s'opère de l'Atlantique vers le Pacifique, ceux-ci doivent également comprendre les nôtres. C'est à dire que nous avons la capacité de nourrir notre propre relation avec l'Empire du milieu mais que celle-ci, en ce qui nous concerne, doit également se comprendre dans le cadre d'une relation étroite avec la Russie afin de stabiliser le continent européen entré dans une nouvelle zone de turbulence.

Nos voisins immédiats au-delà de l'Europe sont les aires culturelles slaves, orthodoxes, musulmanes. Europe centrale et orientale, Méditerranée, monde arabe et africain, Proche et Moyen Orient en y comptant l'Iran. Il faut également comprendre que dans ce cadre, notre politique d'indépendance énergétique (nucléaire) est pour nous un atout technologique et politique essentiel pour la France. Dans un monde en pleine transformation ou le poids relatif des États-Unis d'Amérique sur la scène mondiale va se restreindre et où il nous faudra gagner des marges de manœuvre, il faut nous garder des entraves supplémentaires comme le traité de libre-échange transatlantique qui accordera au droit américain une extraterritorialité qui renforcera notre dépendance et notre affaiblissement. Cette extraterritorialité du droit américain doit être comprise comme une machine de guerre au service des intérêts des États-Unis d'Amérique et de leurs entreprises afin de nous inféoder à leurs intérêts.

De nous-mêmes et de la souveraineté et de son articulation avec la question sociale.

Les mondes asiatiques, africains, arabo-musulmans sont vastes et variés. En aucun cas ils ne sont monolithiques. Tout comme le monde occidental. La France a un rôle particulier à jouer dans la connaissance de ces mondes. Comment s'adresser aux autres si nous pensons que nous ne sommes que les porteurs du malheur du monde ? Cela passe par la reconquête de ce que nous sommes, de notre histoire et de la volonté de la transmettre. Il est donc indispensable que le récit national soit à nouveau une priorité de notre politique éducative. Il est impossible d'être au monde sans conscience de soi car la crise que nous traversons est également une crise profonde de la transmission. Que transmettre d'ailleurs si nous ne nous aimons pas ? Si nous ne nous opposons pas à ce discours lancinant du "french bashing", du masochisme

national permanent ? Et comment demander aux jeunes générations d'aimer un pays qui ne s'aime pas ? Dont on n'a pas cessé de dire depuis quasiment 40 ans, qu'il ne se suffit pas à lui-même ? Qu'il n'est rien sans les autres ? Qu'il fut esclavagiste, colonisateur, collaborateur et qu'il reste dans ces structures profondes, inégalitaires, colonialiste, voire ségrégationniste ? Il est temps d'en finir avec ces visions qui ne visent qu'à nous abattre. Donc de repenser radicalement notre relation au monde, des engagements pris dans le passé et qui nous ont amenés sur des chemins que nous n'aurions jamais dû emprunter. Pour citer **Jacques Berque** à propos de l'engagement de la France dans la guerre du Golfe en 1990: « *Et surtout elle a (la France), depuis 1990 et la guerre du Golfe, abdiqué une politique à l'égard des Arabes et de l'Orient qu'elle menait pour le moins depuis François Ier. Mieux, le traité de Maastricht la replie sur une Europe nordique aux barrières hautaines ! Encore un pas, elle ne serait plus que la vassale comblée d'un Saint-Empire germanique des banquiers...* »

Il nous faut impérativement renouer avec une vision à long terme, basée sur la longue durée, donc sur notre histoire. L'effondrement du Mur de Berlin, la chute de l'URSS, le renouveau de la Russie, tout cela offre en réalité de nouvelles perspectives pour la France pour qui sait les entrevoir. La France et la Russie ont tout à gagner à travailler ensemble. Voyons les choses de haut. La rupture artificielle du continent européen sous domination américaine et soviétique est terminée. Les États-Unis opèrent leur basculement stratégique vers l'Asie-Pacifique, nous renvoyant aux grands enjeux géostratégiques que commande notre géographie.

C'est en réalité une opportunité historique qui se présente à nous et dont nous devons nous saisir sans aucune hésitation. Il nous faut donc revenir vers ces grandes aires de civilisations que sont les mondes turcs, perses (Iran), arabes, slaves et russes. Parce que ce sont nos voisins immédiats avec lesquels nous avons, pour certains depuis plusieurs siècles, entretenu des liens importants et profonds et sur lesquels se sont toujours appuyés nos intérêts stratégiques fondamentaux. Voilà qui ne peut se penser en dehors de l'idée de souveraineté populaire et nationale sans laquelle aucune idée ne peut se mettre en mouvement. Parce qu'on a abandonné, pour des raisons politiques, cet « imaginaire » à l'extrême droite. Il était ainsi disqualifié. Être « souverainiste » vous place automatiquement dans le « camp du mal » contre celui du « bien ». Cette disqualification est indispensable à la mise en œuvre du projet libre-échangiste aujourd'hui porté par l'Union européenne et qu'on nous ressert jusqu'à la nausée à l'occasion de la campagne des élections européennes à venir.

Toute une partie de la gauche française surtout à partir de 1983 à l'occasion du tournant libéral de la rigueur s'est coulée dans ce moule idéologique induisant l'abandon de la nation et de la souveraineté. Ce faisant cette « gauche » capitulait politiquement sur un sujet essentiel pour elle, à savoir la question sociale. En laissant seuls des pans entiers de son électorat populaire qui allaient fournir les gros bataillons électoraux au Front National.

Or nous voyons revenir avec une violence inouïe deux questions essentielles que les « européistes » pensaient avoir réglées : la question sociale et la question nationale. Donc la souveraineté. Or chez toute une partie de nos « élites » c'est un véritable « Impensé », un trou noir, une espèce d'horreur d'où ne peuvent sortir que les pires catastrophes. On nous ressert à chaque fois la Paix contre la guerre... Ils ne comprennent pas que la marche des peuples vers le progrès et la liberté est inséparable de celle qui s'appuie sur la souveraineté des nations et que pour le peuple français, loin d'être un « repli égoïste » c'est au contraire la meilleure façon de se projeter vers l'universel.

Parce que la question sociale est inséparable de la question nationale. Parce que le peuple français est un peuple politique. Parce que dans notre pays l'État a eu un rôle déterminant dans la constitution et la fabrication de la Nation. C'est ce que disait **Ernest Renan** il y a déjà plus de 120 ans mais qui reste

totalemment d'actualité. « *La nation est un plébiscite de chaque jour* », quelle merveilleuse perspective démocratique. Sans cela, il ne reste qu'une société éclatée, post-démocratique, livrée à la loi du plus fort, sans perspective, sans rêve, sans possibilité de fabriquer du commun.

Le bout de ce chemin c'est la guerre de tous contre tous. Celles et ceux qui se disent de « gauche » (terme totalement à redéfinir) mais également les républicains sincères et patriotes ont un immense travail à faire pour éviter les tragédies qui viennent et bâtir le programme de salut public qu'un jour, et peut-être plus rapidement que prévu, la situation et le pays exigeront que nous mettions en œuvre y compris si l'on veut sauver cette belle idée européenne de coopération entre les nations Il est indispensable de placer au cœur de notre réflexion et de notre action politique, la question de la souveraineté nationale et de son exercice. Cette souveraineté est la condition et la définition pour qu'un peuple soit libre de faire les choix qu'il estime bons pour lui.

Nous pensons, que c'est encore dans le cadre de la Nation que s'exerce la démocratie et que les Nations restent les moteurs de la vie politique et des relations internationales. Cela n'exclut en rien la possibilité de politiques communes et de coopérations internationales, bien au contraire. Mais force est de constater que si nous ne parvenons pas à regagner des marges de manœuvre politiques rendant aux peuples la capacité de reprendre en main leur destin, les pires dérives seront à craindre. De nombreuses clarifications sont à faire sur ce point. A gauche comme à droite. La promesse républicaine ne peut s'accommoder de la vision du peuple français qui ne serait qu'une juxtaposition de communautés ethniques ou religieuses. Il y a là un poison mortel que beaucoup se plaisent à distiller avec ardeur. Les tentations séparatistes sont nombreuses et doivent être combattues sans faiblesse, tout comme les discours qui remettraient en cause l'égalité Homme-Femme.

Nous considérons que la question de notre souveraineté, conditionne notre capacité à reprendre le chemin du progrès social et de mettre en œuvre la promesse républicaine et d'émancipation citoyenne. Cela veut dire qu'il nous faut également porter le débat sur les conditions et les moyens d'accéder à cette « identité française » en perpétuelle évolution.

Rappelons-nous l'esprit et les exploits du Conseil National de la Résistance. Cela sous-entend que nous soyons en capacité d'aller "au-delà de nous-mêmes" et de nos appartenances partisans. C'est le seul moyen de rendre espérance au peuple français et de démontrer notre capacité à nous conduire en "Républicains", à fabriquer du "commun" et de placer l'idée que nous nous faisons de l'intérêt général au-dessus des intérêts particuliers. Les héritiers du gaullisme, la tradition communiste, les patriotes républicains, la gauche républicaine et internationaliste, ont démontré dans leur histoire qu'ils avaient, quand les circonstances l'exigeaient, cette capacité à se hisser à la hauteur des défis et des situations, pour peser sur le cours de l'histoire. Notre objectif est bien de ré-articuler la Nation et la question de la souveraineté avec l'universel afin d'être fidèle à la promesse républicaine qui ne peut s'envisager que tournée vers le monde.

La francophonie

Elle a, dans cette vision, toute sa place. Encore faut-il que nous y mettions de véritables moyens. La demande d'enseignement du français et d'apprentissage de la culture française sont des réalités importantes dans le monde, en particulier là où les peuples souhaitent s'affranchir de la tutelle ou de l'influence anglo-saxonne. Cela sous-entend également de mettre en place de véritables stratégies élaborées avec nos entreprises et nos universités. La domination de l'anglais dans l'enseignement, dans la recherche, dans

l'audio-visuel n'a rien d'une fatalité. Une langue c'est aussi un imaginaire, une vision et une conception du monde.

On estime à plus de 200 millions de locuteurs le nombre de personnes qui s'expriment en français dans le monde. Ce chiffre est loin d'être négligeable et représente un socle important. Si on considère également que les zones géographiques concernées sont à très forte croissance démographique (continent africain) mais sans oublier l'Amérique du Sud dont la proximité culturelle est évidente, nous voyons bien que nous avons là une perspective de développement stratégique, politique, culturelle de première importance. C'est là le soft power qui pour la France est un atout de taille.

C'est notamment par cette capacité à convaincre sans violence que nous pouvons intervenir utilement dans les zones les plus complexes. Au premier rang desquelles le Proche et le Moyen-Orient. Si il y a bien une zone qui a besoin de médiation, c'est bien celle-là. Fracturé depuis des décennies par des interventions étrangères sans cesse plus violentes, par des facteurs de divisions internes profonds (échec du pan arabisme, crises politiques, crises religieuses, terrorisme djihadiste), un désordre tragique règne dans notre voisinage immédiat. Les intérêts de la France y sont directement engagés.

Du terrorisme

Il faut tout d'abord contribuer à la défaite du terrorisme djihadiste dont DAESH et être sur ce point sans aucune ambiguïté. Cette monstruosité doit être purement et simplement éliminée. Il faut ensuite renvoyer chacun à ses responsabilités. Celles des anglo-saxons sont écrasantes dans ce désastre et tout doit être fait pour stabiliser les États en place et tenter de mettre un terme à la fragmentation territoriale qui déstructure des sociétés et des territoires entiers. Irak et Syrie principalement ce qui veut dire dialoguer avec la Russie, la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Iran qui sont des acteurs incontournables de cette crise. Pour cette raison il faut s'affranchir des embargos et autres mesures qui là encore interdisent à la France de prendre la place qui doit être la sienne, dans cette région du monde (notre voisinage) et de parler le langage de la sagesse et de la sérénité. En outre, comment envisager une politique d'immigration sérieuse sans prendre en compte cette question qui est devenue très sensible pour beaucoup de nos concitoyens ? En outre l'islam politique qui en France infiltre par une stratégie clandestine ou non tout ce qui peut l'être tant dans les associations que dans les syndicats, les partis politiques, les associations...doit être combattu. La république ne saurait admettre une remise en cause de ses valeurs par un islam politique dirigé et financé par des pays gouvernés par une théocratie appliquant une charia d'un autre temps et voulant l'exporter.

De la même manière, rien de sérieux pour résoudre la crise libyenne ne se fera sans l'Égypte, le Tchad et l'Algérie afin de stabiliser la région et interdire la profondeur stratégique aux groupes terroristes vers le cœur de l'Afrique subsaharienne. Là encore il faut dénoncer les responsabilités de **David Cameron** et **Nicolas Sarkozy**.

Des migrations

On ne parviendra à rien de bon sans une stabilisation des États de la région (Syrie, Irak, Égypte, Tunisie, Yémen, Mali, Somalie). Si on rajoute à cela les perspectives démographiques effrayantes pour les 20 à 30 ans qui viennent, il est essentiel de prendre la mesure de cette nécessité. C'est entre 30 et 50 millions de jeunes qui, sans aucun moyen s'il n'y a pas de perspectives de développement dans leurs pays, souhaiteront rejoindre le continent européen dans les vingt ans qui viennent. En 2050, le Nigeria à lui seul sera le

quatrième pays le plus peuplé au monde pour atteindre 400 millions d'habitants. Il est indispensable de prendre la mesure des défis auxquels nous sommes confrontés et qui deviendront de plus en plus aigus et donc sources de difficultés, de migrations voire de conflits majeurs.

Et avec un taux de fécondité supérieur à la moyenne du continent, c'est l'Afrique de l'Ouest qui va porter la croissance démographique africaine. Des pays comme le Mali, le Burkina Faso ou le Niger vont voir leur population multipliée par plus de 2,5 d'ici 2050. C'est d'ailleurs au Niger que la fécondité est la plus élevée au monde : 7,6 enfants par femme en moyenne.

Le phénomène de forte fécondité n'est cependant pas uniforme sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. La fécondité a déjà commencé à baisser dans des pays du golfe de Guinée, comme la Côte d'Ivoire, le Bénin ou le Togo. A une autre échelle, le Burundi va également connaître une explosion démographique. Il y aura en 2050 trois fois plus de Burundais qu'aujourd'hui. Bref, les perspectives pour l'Afrique sont de 2,4 milliards d'habitants en 2050 le double qu'en 2010...c'est pour la France et l'Europe un enjeu qui peut devenir vital.

Il faut également repenser notre politique d'asile. Les demandes seront de plus en plus nombreuses et il faut nous adapter à cette situation. Les phénomènes migratoires sont profondément anxiogènes pour un grand nombre de nos concitoyens. Crainte identitaire, insécurité culturelle décrite par **Laurent Bouvet**, concurrence entre salariés pour augmenter la pression sur les salaires...ces questions doivent être abordées sans démagogie et avec beaucoup de sérénité et de sang-froid. De nombreux "entrepreneurs identitaires" mettent de l'huile sur le feu là où il faudrait de l'apaisement. Dans un climat de forte tension, avec des classes principalement populaires confrontées au travail détaché, la demande de contrôle des flux migratoires est aujourd'hui une réalité à laquelle nous sommes quotidiennement confrontés et qui ne pourra se réduire à la juxtaposition de « communautés se partageant un territoire. Une telle perspective ne peut déboucher que sur la tragédie.

Dans ces conditions, notre outil de défense doit être reconsidéré à la mesure de ces situations et nouvelles menaces.

Tout d'abord, il faut mettre un terme à la politique de décroissance de nos forces armées. L'outil nucléaire doit impérativement être conservé et modernisé à la fois dans sa dimension aérienne et océanique. Les Etats-Unis disposent aujourd'hui de 1654 têtes nucléaires déployées, sans compter les milliers de têtes non déployées qui n'ont jamais été incluses dans aucun accord.

En regard, la France dispose de moins de 300 têtes, c'est à dire beaucoup moins que la Russie et même que la Chine. Le principe de la stricte suffisance nous interdit de descendre en dessous de quatre sous-marins lanceurs d'engins et de deux escadrons aériens. Si les armes nucléaires tactiques américaines étaient retirées d'Europe, la France serait le seul pays en dehors de la Russie, à disposer d'armes nucléaires sur le continent. La question de la Grande Bretagne est de nature différente. L'arsenal des forces armées britanniques en matière nucléaire est estimé en 2011 à un total de 225 têtes nucléaires, dont 160 considérées comme opérationnelles embarquées exclusivement à bord de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Pour cela il nous faut conserver notre indépendance que nous donne en dernier recours l'arme nucléaire et notre puissance militaire. Sur ce point précis, il faut résister à toutes les sirènes européistes qui ne demandent qu'une chose, que la France "mutualise" son siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU avec l'Allemagne voire avec l'Union européenne, ainsi que la maîtrise de notre armement nucléaire, garantie

ultime de notre souveraineté. Il ne s'agirait ni plus ni moins que d'une capitulation et du renoncement définitif à ce que nous sommes.

C'est une garantie de l'équilibre et de la paix. C'est pourquoi nous ne sommes pas membres du « groupe des plans nucléaires » de l'OTAN, et devons continuer à nous en tenir à l'écart. Notre budget militaire doit être augmenté. Là encore il faut revoir les modalités budgétaires avec l'Union-Européenne et retirer nos dépenses de défense du calcul de la dépense publique, car nous risquons un véritable déclassement stratégique. La France est encore une puissance militaire globale et doit le rester. Il faut accentuer notre effort sur l'Afrique centrale, l'anticipation et le renseignement.

Face aux périls qui menacent, le débat sur le service militaire doit être relancé. Non seulement pour une formation aux armes, mais également comme outil de transmission et de cohésion. La forme et la durée doivent en être discutées mais la perspective envisagée.

Il faut également miser sur la formation des hommes. Les soldats français sont de grande qualité et il ne faut pas tomber dans le travers de l'hyper sophistication technique qui serait l'unique gage d'efficacité.

UN PROJET POUR LA FRANCE

De l'école

«L'École est une institution majeure de l'État républicain, dont les contenus sont déterminés par la volonté générale, engendrée par le peuple souverain. Institution, elle répond à un besoin permanent et à une obligation collective : instruire tous les citoyens. Son existence est fondée sur des principes indépendants des évolutions sociales et des demandes immédiates de ses bénéficiaires. En ce sens, l'École est, en France, un produit et un fondement de la République. Elle a été pensée et conçue par les premiers républicains, puis organisée par leurs successeurs. Effet du mouvement et du combat républicain, elle en est aussi la condition : la condition intellectuelle du renouvellement permanent de la République. » (Actes du Colloque du Mouvement des Citoyens du 23 Octobre 1999)

Près de 20 ans plus tard, cette assertion forte n'a, pour nous, militants de la gauche républicaine, bien évidemment, rien perdu de sa pertinence et de son actualité...Dès lors, le MRC, en tant que Parti porteur de l' « exigence républicaine », se doit de comprendre et d'analyser les évolutions qui touchent, au fil du temps qui passe, et des mesures mises en œuvre par nos gouvernements successifs, le champ scolaire. Il se doit aussi, à la lumière de cette analyse, d'avoir les idées claires pour :

- D'une part, être en mesure de prendre part aux débats qui agitent régulièrement ce champ
- D'autre part, faire connaître, dans ce domaine comme dans tous les autres, ses propres propositions politiques.

Encore faut-il, toutefois, que, là comme ailleurs, ces analyses et ces propositions ne se contentent pas du simple registre incantatoire et soient en prise sur le réel et non assujetties à des présupposés de nature idéologique (au sens marxiste du terme) vulgarisés par tel ou tel pamphlétaire, fût-il de talent!

La période de réflexion collective, que nous offrent nos congrès bisannuels, doit nous fournir l'occasion, pour l'École, comme pour les autres champs de notre pensée politique, de réactualiser notre réflexion.

Quel diagnostic ?

Dans une société française aux prises avec les assauts de l'idéologie et des politiques néo-libérales, l'École, comme les autres Institutions de la République, et sans doute, plus encore que toute autre, est en crise !

Si certains facteurs causaux de cette crise sont à rechercher à l'interne même du fonctionnement du système éducatif, d'autres relèvent des conséquences de choix politiques délibérés ou erratiques mais aussi des évolutions mêmes de notre modèle républicain mis à mal...

Précisons d'abord qu'il ne s'agit pas ici de porter un jugement manichéen, dans un sens ou dans l'autre, mais bien d'identifier les faiblesses qui caractérisent l'état actuel de notre système éducatif afin de pouvoir proposer, jouant en cela notre rôle de parti politique, des pistes d'amélioration au service de l'intérêt général et, singulièrement, des classes populaires.

Notre École a des points forts importants à mettre à son actif, notamment l'accession depuis quelques années de près d'un jeune sur 2 aux diplômes de l'enseignement supérieur.

La qualité de notre enseignement est également reconnue internationalement. En témoigne le succès qui ne s'est jamais démenti et grandissant de nos établissements scolaires implantés à l'étranger dans le cadre de l'AEFE (Agence pour l'enseignement Français à l'Étranger).

NB : En 2017, ce réseau, composé de 495 établissements scolaires homologués par le Ministère de l'Éducation Nationale, a accueilli 342 000 élèves, dont 36 % de Français, dans 137 pays. Sa survie est d'ailleurs actuellement menacée dans le cadre du Service Public du fait de velléités gouvernementales de privatisation...!!

Par contre, de nombreux points faibles sont à relever (Plusieurs de ces points sont évidemment en corrélation les uns avec les autres...) :

- la difficulté pour l'École de remédier aux difficultés d'apprentissage rencontrées par certains élèves
- la difficulté de contre-carrer le « destin scolaire » induit par les inégalités socio-culturelles de départ, résultant du milieu familial d'appartenance
- la perte de prestige de la fonction enseignante, tant auprès des élèves que des familles
- la perte de considération, dans le champ social, de la notion même de culture (notamment de la culture écrite) et de savoir
- la « distance culturelle » entre le monde enseignant et les classes sociales défavorisées
- **le déficit d'autorité rencontré par les enseignants dans la conduite des classes, résultant des 2 facteurs précédents**
- les difficultés de recrutement des enseignants
- la formation professionnelle insuffisante des enseignants, des directeurs et des chefs d'établissement
- l'absence de statut du directeur d'école (pour l'enseignement public)
- les taux d'encadrement trop élevés à l'école primaire (cf comparaisons internationales)

- la mobilité trop importante et trop rapide des cadres du Système (Recteurs, DASEN...)
- l'insuffisance de places d'accueil à l'Université pour les nouveaux étudiants

Le Ministre actuel, M. Blanquer, ne s'attaque à rien de tout ceci, bien au contraire, obnubilé qu'il est par une logique comptable (la même que celle qui guide l'ensemble de la politique gouvernementale), qu'il tente de dissimuler sous une « médiatisation de l'apparence » qui n'est que communication destinée à alimenter son capital de popularité personnel.

Des propositions que notre Parti pourrait porter

Avant d'aborder ce point, nous regrettons tout d'abord que la Commission nationale Éducation ne se réunisse plus... De même, nous regrettons l'absence d'expression de notre Parti sur le champ de l'Éducation depuis de trop nombreux mois. Comment expliquer, par exemple, l'absence d'expression publique du MRC à l'occasion de la journée de grève qui a touché les lycées professionnels le 27 Septembre dernier ?...

Il est important que notre Parti politique vive et donc, non seulement élabore des analyses et des propositions, mais aussi sache réagir, dans le champ éducatif, comme sur tous les autres champs, à l'actualité des décisions gouvernementales ou des mouvements sociaux. Pour ce qui est des propositions que nous pourrions porter, à la lumière du diagnostic ci-dessus, les priorités se structurent autour des domaines suivants:

Pour la question centrale du recrutement des enseignants :

- Repositionnement des concours de recrutement au niveau Licence
- Mise en place d'un dispositif permettant, moyennant un engagement décennal au service de l'État, de rémunérer l'étudiant, futur professeur stagiaire, dès le baccalauréat (afin de promouvoir les étudiants issus de milieu populaire)
- Augmentation de la rémunération des enseignants en début de carrière, à la hauteur, au minimum, des moyennes européennes
- Revalorisation de l'image de l'enseignant dans la société

Pour la question de la formation professionnelle :

- Porter la durée de la formation professionnelle à 2 années, dans le cadre d'une alternance graduée ESPE/établissement scolaire
- Revoir complètement les contenus de cette formation
- Revoir également la formation des chefs d'établissement et des directeurs d'école

Pour la question de la GRH des personnels :

- Porter à 5 ans minimum la durée d'affectation sur un poste d'encadrement, avant toute mobilité
- Faciliter la reconversion des personnels enseignants vers une 2ème carrière (passer toute sa vie professionnelle comme enseignant devrait devenir exceptionnel)
- Réciproquement, faciliter l'accueil de personnels dans le cadre d'une 2ème carrière en tant qu'enseignant
- Régler la question du statut des directeurs d'école

Pour la question de la revalorisation de la culture et du savoir dans la Société :

- Mettre en place une politique de quotas dans les médias audio-visuels
- Favoriser la culture de l'écrit
- Communiquer au maximum sur ces thèmes en valorisant notamment les événements qui s'y rapportent et les personnes dont le savoir mérite d'être mis en exergue
- Mettre en place un véritable service public de la Formation tout au long de la vie

Pour la question des ressources budgétaires :

- Augmenter significativement le budget de l'éducation de façon à nous mettre, au minimum, à niveau avec la moyenne des pays européens...Ce qui suppose un effort sans précédent vers l'école maternelle et l'école élémentaire (sans que ces moyens soient ponctionnés sur le 2nd degré!!)
- S'opposer à toute fermeture de poste justifiée uniquement par une logique comptable extérieure au champ éducatif

Pour ce qui est des Programmes et disciplines à enseigner :

- Ne plus toucher aux textes existants concernant l'école primaire et le collège (les enseignants en ont assez des changements incessants en la matière, changements qui décrédibilisent tout le monde!)

Pour ce qui est des Universités :

- Abroger la Loi LRU et replacer les Universités sous la tutelle de l'État
- Augmenter les places d'accueil pour les nouveaux étudiants titulaires du Baccalauréat, afin que chacun d'entre eux trouve une place
- Revoir le statut et le fonctionnement des ESPE

De la Laïcité

Là encore, il nous faut regarder la situation avec lucidité. Une véritable bataille se livre actuellement. D'aucun souhaitent l'émergence d'une laïcité "inclusive"! Mais elle l'est par définition. Et nombreux sont celles et ceux qui veulent mettre un terme à la dimension universaliste de la République qui heurte de plein fouet l'idéologie en vogue des différentialistes et communautaristes de tous poils qui ne cessent de vouloir séparer les Français et qui mettent à mal les fondamentaux de la nation républicaine. Il convient de rappeler que la voie en fut tracée par toutes celles et ceux qui se sont fait les chantres du « droit à la différence » plutôt que d'assumer la promesse républicaine et le combat de l'égalité politique et sociale. Du droit à la différence jusqu'à la différence des droits, il n'y a même pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette. Résultat, aujourd'hui, nombreux sont ceux, qui au nom de leurs « communautés », revendiquent des droits spécifiques et testent en permanence la capacité de résistance de la République. Appartenances ethniques, religieuses, de genres, sexuelles voire alimentaires, une multitude de minorités s'emploient consciencieusement à détricoter le pacte républicain. De l'Islam radical aux Indigènes de la République en passant par les "lutttes intersectionnelles et racisées", la République est attaquée dans ses fondements par des minorités agissantes qu'il ne faut pas prendre à la légère et qui exigent une contre-attaque politique et idéologique de première importance. Trop de complaisances, trop de faiblesses ne conviennent pas à l'idée que nous nous faisons de la République.

Comme **Benjamin Stora**, nous pensons « *qu'il faut (mieux) enseigner les luttes sociales et politiques des immigrés à leurs enfants* », plutôt que de vouloir les réduire, donc les enfermer comme sujets religieux ou culturels. Pourquoi vouloir évacuer les combats sociaux dont beaucoup furent des acteurs de premier plan ? Lutttes professionnelles, sociales, politiques qui furent et sont encore des combats au sein de la société pour la transformation de celle-ci, combat pour les droits, pour l'Égalité. Les partis politiques, les syndicats, ont une responsabilité majeure dans cette bataille puisqu'il leur revient théoriquement, d'être les outils de transformation et d'émancipation sociales et politiques.

La loi de 1905 se voulait une loi d'apaisement mais également un moyen d'arracher la jeunesse française à l'influence catholique afin d'asseoir la République dans les cœurs et les consciences. Nous n'en sommes plus là, mais c'est toujours à l'école de la République qu'il convient de « fabriquer » des républicains et des citoyens. Là est le cœur de la laïcité. Elle doit donc avoir une claire conscience de cette mission.

Dans cette affaire, les réalités géopolitiques nous ont rattrapées et à force d'avoir sous-traité la paix sociale à certaines mosquées, leurs financements à certains États étrangers, peut-être pour une impression de confort à courte vue, nous avons laissé partir l'essentiel ; sans républicains la République n'existe pas. Dans ces conditions, comment demander au « commun » de croire dans un modèle auquel n'adhèrent plus que de loin, celles et ceux qui sont sensés le mettre en œuvre.

La laïcité ne se résume pas à la « neutralité » de l'État, elle est une méthode, une organisation et une volonté politique. Elle ne cherche pas à soumettre qui que ce soit ou quoi que ce soit. Elle affirme et elle construit un espace dégagé de l'emprise des dogmes, offrant à chacun la capacité d'exercer et de vivre la liberté de conscience et de faire cette expérience de la construction de l'altérité et de l'Égalité.

La France connaît le prix de la discorde voire de la guerre civile, la laïcité est l'une des réponses que nous avons inventées pour remédier à ces tragédies et créer l'idée de principes universels qui loin de nous réduire, nous ont ouvert les portes des libertés publiques et individuelles. Une fois de plus, si la société française est multiculturelle et c'est sa richesse, en aucun cas la République ne saurait l'être. La laïcité permet de créer cet espace de libre débat qui ne peut se réduire à la tolérance ou au « vivre ensemble ». C'est le seul moyen pour qu'un citoyen puisse se construire en assumant ses appartenances multiples, individuelles, familiales et collectives. Faut-il se souvenir du magnifique essai d'**Amin Maalouf**, "Les Identités meurtrières", et de sa mise en garde ou lui préférer le « choc des civilisations » =>à/*

Il est intolérable de voir ainsi les républicains se faire dépouiller, quasiment sans réagir, de l'ensemble de leur corpus politique et idéologique qui a contribué à la grandeur de la France et de la République. Pour le bénéfice de l'extrême droite qui a compris depuis longtemps que c'est en s'emparant de cet héritage délaissé qu'elle réussirait sa « dédiablement ». Peut-on laisser disparaître ces immenses acquis de **Jean Jaurès**, **Clemenceau**, **Aristide Briand**, ou encore **Ferdinand Buisson** ? Serions-nous à ce point oublieux de nous-mêmes ?

Les services publics, une identité positive pour la France

Particularité de la France, l'État a précédé la Nation. La notion de service public est donc inséparable de l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes. A l'heure où règnent sur notre pays nombre de débats obscurcis par les passions négatives, les rejets de toute sorte, la tentation du repli morose ou agressif, fondés sur la crainte du lendemain, renforcés par la défiance (justifiée) envers une Europe qui nous stérilise au lieu

de nous dynamiser, nous pensons quant à nous que l'identité du peuple français doit être réaffirmée dans ce qu'elle a de clair, de positif et d'entraînant.

Nous pensons que cet héritage positif c'est d'abord le sens du service public car cet héritage concentre tout : l'égalité entre les citoyens, le devoir d'une juste répartition sociale et territoriale mais aussi le dynamisme économique, la performance et l'inventivité: que ne pourraient être demain nos grands services de transports ou notre système de santé si nous pensions ceux-ci non comme des totems mais comme des balises pour le futur, en y ajoutant le service public du numérique.

Cette affirmation de l'identité française dans une Europe et un monde en train d'aborder la troisième phase de la mondialisation, après la mondialisation économique puis financière, est plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi nous proposons à nos concitoyens de se mobiliser pour une inscription dans la Constitution des services publics.

Pourquoi cette démarche nous semble-t-elle aujourd'hui indispensable ? La crise de la SNCF mais aussi celle du système hospitalier et des EHPAD, l'abandon de territoires relégués le montre : il ne s'agit pas de les protéger tels des bijoux dans un écrin mais de s'assurer que, demain, la France gardera la liberté de les organiser à sa guise, qu'elle pourra garantir le principe d'égalité d'accès sans qu'ils soient soumis au moins disant d'une concurrence économique les tirant vers le bas.

Pourquoi les inscrire dans la Constitution ? Parce que la Constitution protège au plus haut niveau les principes qu'elle reconnaît. La Constitution en France comme dans de nombreux autres pays est supérieure à tous les traités. Avec une inscription dans la Constitution, aucune instance européenne -Commission, Conseil, Cour de justice - ne pourra demain nous imposer une privatisation. Elle ne pourra pas non plus à travers la règle de la concurrence imposer un système qui réduirait nos services publics à un service public du pauvre.

Cette reconnaissance au plus haut niveau du rôle et de l'avenir de nos services publics pourra mobiliser les ressources nécessaires à leur rénovation tout en garantissant aux Français un traitement élevé, performant et juste de leurs besoins essentiels : se transporter, se soigner, communiquer.

De la sécurité

La sécurité publique reste une préoccupation importante pour nos concitoyens. Les cambriolages, l'atteinte aux biens, les violences aux personnes, les trafics de drogue qui pourrissent la vie de nombreux quartiers dans lesquels vivent de plus en plus difficilement beaucoup de nos concitoyens sont aujourd'hui de véritables fléaux.

Si la justice et les forces de police doivent être au service de tous les citoyens, cela implique une réelle démocratisation de la justice, avec un équilibre entre les droits de la société et les droits de la défense. Il faut rompre avec l'acceptation de fait des zones de non-droit et des actions discriminatoires. Cela passe par une action résolue de proximité et par une meilleure légitimation des forces de l'ordre. La sécurité de tous passe par la prévention autant que possible, la dissuasion certainement, et la répression autant que nécessaire. Les forces de l'ordre sont soumises aujourd'hui à d'intenses exigences, parfois contradictoires. Il est devenu indispensable de procéder à un nouveau maillage du territoire par nos forces de police et de gendarmerie. La police de proximité doit redevenir une priorité mais pour cela elle doit pouvoir bénéficier des moyens indispensables à sa mission.

De nombreux quartiers, voire de zones urbaines sont aujourd'hui contrôlés par le crime organisé. Les libertés publiques sont directement mises en cause et se sont nos concitoyens les plus fragiles et les milieux populaires qui en payent le prix fort. Autre conséquence, toute une partie de la jeunesse, notamment masculine n'accède à aucun avenir si ce n'est dans l'économie parallèle avec tout ce que cela comporte.

La politique de santé est toujours pour nos concitoyens un enjeu considérable

Qu'auront à gagner les étudiants d'être sélectionnés donc recalés au milieu des études plutôt qu'à l'entrée ?

En fait on ne peut détacher la politique de santé de la politique générale notamment budgétaire qui découle de notre appartenance à L'union européenne et surtout à la gouvernance de la monnaie unique. La contrainte budgétaire est la déclinaison de cette contrainte Européenne que nos gouvernements de droite et de gauche ne cessent d'honorer. Et pourtant notre système de santé craque un peu de toutes parts...

Le numerus clausus insuffisamment redressé explique a beaucoup d'égards la désertification médicale tant des quartiers populaires que des territoires ruraux et la raréfaction des praticiens dans beaucoup de spécialités (Psychiatrie notamment...). L'hyper-spécialisation entraîne la disparition de certaines autres comme la médecine interne pourtant essentielle dans la bonne prise en charge des symptômes, des poly-pathologies très souvent l'apanage des gens âgés.

Nous formons à l'heure actuelle 8000 médecins/an en France qui compensent mal le trou occasionné par le numerus clausus des années 90 qui l'avaient descendu à 3500. Il faut rappeler que les générations qui partent à la retraite étaient autour de 8500/an en 1975/78.

En fait l'importation de milliers de médecins formés à l'étranger (4 ou 5000 pour les seuls hôpitaux publics, 40 000 au total sur les 200 000 médecins inscrits à l'ordre) a seulement permis la survie précaire de notre offre médicale devenu par ailleurs parallèlement à sa rareté très chère avec notamment le développement des dépassements d'honoraires. Les hôpitaux ont du mal à investir, les personnels voient leurs contraintes augmenter régulièrement. Les urgences sont toujours débordées, assiégées qu'elles sont par des patients en mal de praticiens de proximité, en mal de lits hospitaliers d'aval. Le centre 15 fonctionne comme il peut avec des permanences téléphoniques tenues par des personnels aux compétences pas toujours vérifiées. Pour sortir de l'ornière un système de santé qui reste encore globalement performant il faut

-Dégager les moyens budgétaires qui permettent sa modernisation et surtout une qualité de vie au travail des personnels suffisante

Dans cette perspective l'Ondam doit être un outil de préservation et d'adaptation du patrimoine sanitaire urbanistique mais aussi humain et pas simplement de régulation de nos hôpitaux publics et de notre système de santé.

La loi HPST concernant la gouvernance hospitalière doit être revue et la démocratie faire son retour à L'hôpital public. Il faut augmenter le nombre des médecins formés en France (autour de 10.000/an ?) pour assurer la relève générationnelle en tenant compte des besoins nouveaux (les techniques médicales ont beaucoup évolué) et la féminisation massive de la profession en augmente les besoins.

Bien sûr la planification sanitaire mise en place à partir de la loi hospitalière votée sous l'égide de **Claude Evvin** en 1993 doit être poursuivie, elle a d'ailleurs survécu aux différents gouvernements des différents présidents de la République. Pour autant elle a été modifiée avec l'affirmation de l'autorité sanitaire : nous sommes passés de celle du préfet à celle des directeurs de l'hospitalisation et plus récemment avec la loi HPST à celle des directeurs très puissants de L'ARS. Il ne leur manque que les moyens financiers qui les voient dans l'obligation pour l'année budgétaire à venir de devoir diminuer leurs effectifs de 8% et restreindre leurs prétentions à encourager les politiques innovantes

Cette planification de 25 ans a profondément restructuré l'offre sanitaire publique et privée, des hôpitaux ont été sinon fermés, tout au moins leurs activités ont été modifiées, le moyen séjour remplaçant l'offre MCO les cliniques se sont très largement regroupées, elles sont souvent devenues la propriété de grands groupes pour lesquels la santé est un marché comme un autre. Il faut en contrôler les appétits.

Les distances et les temps de prises en charge s'allongent pour les patients, notamment en milieu rural et les remèdes envisagés comme la télémédecine, les transports aériens, ne paraissent que des pis-aller auxquels il va falloir ajouter les futurs « assistants médicaux » du président Macron. L'hospitalisation à domicile, la prise en charge ambulatoire qui n'ont pas que des atouts atteignent leurs limites. En fait nous sommes en termes de restructuration médicale à l'os et il va falloir pour l'essentiel défendre l'existant notamment en ce qui concerne l'hospitalisation publique, au travers de nos territoires sauf à assumer sa désertification parallèlement au recul de nos industries et de notre agriculture.

En termes de financement de la protection sociale la politique d'économies et de reports sur les restes à charge permet à la SS de se rapprocher sans l'atteindre de l'équilibre, le nombre de chômeurs est trop grand, l'activité économique trop déprimée. Retrouver une politique de santé conforme aux besoins de notre pays passe par une relance économique maîtrisée que la défense de l'Euro en l'état, interdit. La politique économique et monétaire de la zone Euro doit être notre cible si nous voulons éviter que l'offre sanitaire de notre pays se dégrade et ne puisse suivre l'effort nécessaire de recherche et d'innovation.

La question énergétique est une question éminemment politique.

Changement climatique, indépendance énergétique, choix politiques, avenir du pays tant au niveau économique, social et industriel, que la place de la science dans notre société et au sein de la Nation. Voilà les grandes questions que le pays doit se poser et auxquelles il doit répondre.

Ce débat, souffre bien souvent de trop d'approximations, d'informations incomplètes, erronées voire biaisées. Trop souvent, alors que nous sommes face à des décisions de la plus haute importance, la démagogie et des enjeux uniquement politiques viennent parasiter une réflexion qui nécessite calme, détermination et confiance dans l'avenir.

Le nucléaire civil est ainsi l'objet d'enjeux qui échappe trop souvent à la politique et à l'intérêt général pour se perdre dans le champ d'une morale bon marché, le « bien » d'un côté contre le « mal ».

Dans de telles conditions, il devient très compliqué d'aborder sereinement des questionnements qui sont d'une importance essentielle pour notre avenir collectif. Alors que tous les scénarii du GIEC placent l'énergie nucléaire comme indispensable à la lutte contre le réchauffement climatique, que la construction de réacteurs repart à la hausse dans le monde, que la France est en tête quant à son savoir-faire industriel,

technologique et scientifique ; nous voilà confrontés depuis des années à un discours qui remet en cause la place de la science dans notre société et considère bien souvent nos scientifiques comme des apprentis-sorciers plutôt que comme des hommes et des femmes de progrès. **Pasteur, Pierre et Marie Curie**, pour ne citer qu'eux, auraient-ils encore leurs places parmi-nous aujourd'hui ?

Si nous comprenons les difficultés, voire les angoisses que peuvent provoquer l'ampleur des progrès scientifiques, notamment au niveau éthique dans un certain nombre de domaines, nous devons néanmoins rester confiants dans notre capacité à interroger la nature de ce progrès et de ce qu'il représente pour l'Humanité.

Jamais dans notre histoire nous n'avons probablement été confrontés à de tels défis. Neuf milliards d'êtres humains sur la Terre d'ici trente à quarante ans, nous devons nous nourrir, nous vêtir, travailler, avoir de l'énergie. Actuellement 1 milliard d'habitants n'ont pas accès à l'énergie. Si rien n'est fait demain ce sera 3 milliards. Le monde a besoin d'une énergie abondante de qualité pour satisfaire les besoins de tous. Le Nucléaire est le cœur principal d'un mixte énergétique responsable. ...Nos civilisations s'en trouveront transformées et il faut nous préparer à ces chocs qui ne manqueront pas de survenir. Nous ne parlons pas d'avenir lointain à plusieurs siècles, mais d'une temporalité que nous pouvons déjà toucher du doigt et qui concernera directement nos enfants et petits-enfants.

Des mesures sont à prendre rapidement. Nombreux sont celles et ceux qui nous mettent en garde face à l'effondrement de la biodiversité ou qui nous décrivent la sixième extinction de masse des espèces vivantes. Ces défis, c'est à nous qu'il revient de les relever. Nous savons que la lutte contre le réchauffement climatique est une priorité. Mais il faut dire les choses clairement, est-ce compatible avec nos modèles démocratiques et nos libertés individuelles ? Peut-on continuer à promouvoir la totale liberté de circulation des biens, des marchandises et des Hommes dans ce cadre ? C'est une vraie question politique et philosophique. Peut-on continuer sur le chemin de la consommation, comme modèle de société, sans en mesurer les conséquences ?

Il y a des courants de pensée qui prônent la limitation drastique des naissances pour diminuer la population mondiale dans les décennies à venir. Mais qui en décidera ? Sur quels critères ? La question migratoire est déjà brûlante d'actualité et nous interroge au quotidien dans notre conscience d'Homme. Elle n'ira qu'en s'accroissant.

L'énergie sera au cœur de ces interrogations encore plus qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il faut donc l'aborder avec la hauteur de vue nécessaire afin de ne pas céder à la facilité qui est toujours la première marche de l'abandon pour se terminer en renoncement. La question énergétique est une question éminemment politique et stratégique. Il nous faut également interroger très sérieusement le coût environnemental de la "transition énergétique". La question des conditions d'extraction des métaux et des terres rares doit être abordée avec lucidité tout comme notre dépendance à ces nouvelles matières premières.

La politique énergétique est un choix de société. Nous devons défendre une écologie portée par la raison qui inclut en priorité la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre responsable du changement climatique et de la dégradation de la biodiversité. C'est dans ce cadre que nous voulons pour la France surtout métropolitaine maintenir une part importante d'électricité d'origine nucléaire qui est aussi indispensable à de nombreuses activités (militaires, médicales voire industrielles en dehors de la fourniture d'électricité).

Sa remise en cause ne nous permettra pas de suivre l'évidente nécessité d'augmenter la production d'électricité nécessaire à notre pays dans à peu près tous les domaines sauf à rentrer dans une décroissance

vertigineuse et mortifère. Choisissons le progrès, rejetons la décroissance qui serait payée par les plus vulnérables d'entre nous.

Une nécessité écologique.

La France est parmi les pays développés un des moins émetteurs de CO₂. C'est une référence en Europe. En effet, d'après les chiffres de la banque mondiale, si chaque Français n'émet chaque année que 4,6 tonnes de CO₂, chaque Allemand en émet 8,9. Dans le même temps la situation française se dégrade. De 2015 à 2017 nos émissions ont augmenté de 5 %, ce qui montre que la transition énergétique telle qu'elle est contenue dans la loi, n'est pas pertinente. Alors que la production d'électricité est déjà largement décarbonée, la loi de transition énergétique propose de transformer la production nucléaire par des productions éolienne et solaire qui sont également décarbonées dans leur production mais qui pèseront lourdement sur les finances et le commerce extérieur de notre pays.

Pour réduire encore plus les émissions de CO₂ il faut substituer des énergies carbonées par des énergies moins carbonées. Pour décarboner d'autres secteurs, il faut développer la voiture électrique et/ou les voitures hybrides rechargeables ainsi que le chauffage des habitations par pompe à chaleur ou la géothermie.

Une nécessité économique.

Le consommateur français paye actuellement son électricité de l'ordre de 2 fois moins cher que le consommateur allemand. Mais si l'électricité est en France une des moins chères d'Europe, cela pourrait ne pas durer. En effet la loi n° 2015-992 (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) impose une ouverture du marché de l'électricité, l'opérateur historique est contraint de vendre le MWh au prix de 42 € (ARENH : Accès Réglementé à l'Électricité Nucléaire Historique), dans le même temps EDF doit racheter l'électricité produite par les éoliennes à un prix de l'ordre de 80 € et celle produite par les panneaux solaires à plus 150 €. De plus, à cause de leur intermittence, ces productions ont une priorité de mise sur le marché. Ces productions pèsent donc sur le pouvoir d'achat des Français ainsi que sur le déficit du commerce extérieur. Actuellement nous importons moins de 500 millions d'€ d'uranium et nous exportons entre 2 et 3 Milliards d'électricité dont 80% sont d'origine nucléaire.

Une nécessité industrielle.

Tous les politiques le constatent, depuis plus de 30 ans, la France est en train de perdre son industrie. Si la faute est principalement due à une mondialisation sans contrôle, le coût de l'électricité doit être un atout que la France doit conserver et développer. Vouloir diminuer la part du nucléaire dans la production d'électricité aura comme conséquence la fin de cette industrie à très court terme. L'automobile, l'aéronautique et le nucléaire sont les trois premières industries françaises. Non seulement il faut maintenir ces fleurons industriels, mais il faut aussi les développer. Les réserves d'uranium sur terre sont encore conséquentes. Toutefois il convient de prévoir l'avenir de cette industrie. Avec la filière actuelle nous utilisons seulement 0,7 % de l'Uranium naturel 235U, la 4ème génération en utilisera la totalité (dont 238U). Cela donnera plusieurs milliers d'années de réserve que notre pays en possède en grande quantité. Il faut considérer 238U comme des réserves énergétiques et non comme des déchets.

La France doit également dans le domaine énergétique comme dans d'autres domaines développer l'innovation et les biocarburants de seconde et troisième génération pour diminuer nos importations et limiter la pression sur les cultures vivrières.

-Continuer les recherches, même si cela est à plus long terme les études sur la fusion : ITER ou laser méga joule.

-S'intéresser au développement des petits réacteurs nucléaires, SMR : Small Modular Reactor utilisables en particulier pour les territoires d'outre-mer.

La construction d'un réacteur nucléaire demande de nombreuses années (au moins 10 ans). Il n'est pas exclu que l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) demande pour des raisons de sécurité la fermeture de certains. Pour pallier cela et pour maintenir des compétences industrielles ainsi qu'une capacité de production électrique, il faut comme le demande le rapport de **Yannick d'Escatha** et **Laurent Collet-Billon** prévoir rapidement la construction de nouveaux réacteurs de type EPR.

Enfin la production hydroélectrique est utilisée actuellement principalement pour assurer l'équilibre du réseau. Des propriétaires privés utiliseront ces ressources pour s'assurer d'une rentabilité maximum sans se donner les contraintes de l'équilibre du réseau. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas privatiser les barrages.

De notre industrie

La production manufacturière a reculé de 10 % depuis 2007. En dix ans, l'industrie a perdu 530 000 emplois. Dix ans après le début de la crise des subprimes, l'industrie française porte toujours les stigmates de la récession qui a suivi. Selon les chiffres publiés jeudi par l'Insee, la production manufacturière hexagonale a reculé de l'ordre de 10 % entre le deuxième trimestre de cette année et la même période de 2007. Pire, elle est aujourd'hui peu ou prou au même niveau qu'en 1993. Ce qui donne une idée de l'ampleur du défi **du redressement productif**. L'industrie française a perdu 530 000 emplois en dix ans, une partie de ces postes n'ayant pas été détruite mais externalisée (comme le marketing, la comptabilité...).

Certes, la France n'est pas le pays de la zone euro qui a le plus souffert de la crise. Parmi les grandes économies européennes, l'Espagne a vu sa production industrielle baisser d'un quart en dix ans et l'Italie, de 20 %. Mais l'Allemagne, elle, a fait mieux que résister. Outre-Rhin, la production manufacturière a progressé de 8 % depuis 2007.

Pourtant, grâce au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et les baisses de charges sociales du pacte de compétitivité du précédent quinquennat, le coût du travail augmente moins vite en France qu'en Allemagne. Depuis 2012, le coût d'une heure de travail dans l'industrie a grimpé de 6 % dans l'hexagone alors qu'il a augmenté de 12,7 % en Allemagne.

Résultat : une heure de travail dans une usine française coûte aujourd'hui 5 % moins cher que de l'autre côté du Rhin et les marges des industriels sont aujourd'hui à leur niveau du début des années 2000. Mais entre les productions allemande et française, le niveau de gamme n'est pas le même. Les produits hexagonaux étant d'une qualité moindre, il paraît logique que le coût du travail soit inférieur de ce côté-ci du Rhin.

Autre problème, alors que la productivité de l'industrie française est relativement élevée, le niveau de gamme et le degré de modernisation du capital de l'industrie sont faibles. La France compte 1,24 robot pour 100 emplois dans le secteur industriel tandis que l'Allemagne peut en revendiquer 2,53. Ces entreprises investissent donc beaucoup dans des équipements qui leur permettent de réduire l'emploi, mais pas dans des équipements qui leurs permettraient de monter en gamme

La formation de la main d'œuvre aux nouvelles technologies mais aussi la culture des patrons français peuvent aussi constituer une explication de la contre-performance française. L'Hexagone compte environ

125.000 entreprises exportatrices contre plus de 300 000 en l'Allemagne, 210 000 en Italie et 145 000 en Espagne.

Toutefois, la désindustrialisation de l'Hexagone semble au moins temporairement enrayerée. Entre le deuxième trimestre 2016 et la même période de 2017, l'Insee a annoncé que la production manufacturière avait progressé de 2,4 %. L'industrie française profite donc un peu de la reprise de la demande intérieure et extérieure. Pas assez néanmoins pour que la réindustrialisation de la France soit en vue.

La comparaison avec les autres pays de la zone euro traduit l'acuité du problème français. La France régresse plus que les autres sur ses marchés d'exportation.

Même tendance sur le marché intérieur. Le taux de pénétration des importations, qui décolle peu avant le milieu des années 2000, n'a cessé de grimper depuis. C'est le signe d'une hausse des intrants importés commun à toutes les économies, mais aussi de l'abandon de segments entiers de production.

Cette double cassure, interne et externe, est la conséquence de trois attaques successives que les entreprises françaises n'ont pas pu contenir. La première se situe, en fait, bien avant les années 2000, dans la première partie des années 90. Pénalisés par la politique du franc fort, les industriels français doivent en plus faire face coup sur coup aux dévaluations de la lire italienne de la peseta espagnole et de la livre sterling anglaise qui vont provoquer une perte de compétitivité brutale et laminer des pans entiers de l'industrie française, notamment dans les biens de consommation. La première attaque est donc européenne et le fait de nos plus proches voisins. Elle n'est pas immédiatement visible dans l'évolution de nos performances extérieures puisque dans le même temps les importations décrochent, conséquence à la fois de la chute du prix du pétrole après la guerre du Golfe qui réduit la facture énergétique et de l'écrasement de la demande domestique.

Mais le mal est fait et la base exportatrice française a subi un premier assaut et s'est atrophiée. La deuxième vague vient des pays à bas coûts notamment d'Asie, plus précisément de Chine après son entrée dans l'OMC en décembre 2001. C'est une véritable déferlante les importations s'envolent et passent de 10 à 30 milliards entre 2001 et 2007.

Avec la grande récession un premier arrêt survient, mais la tendance repart de l'avant peu après. Depuis 2011, les évolutions sont néanmoins plus chaotiques et les importations plafonnent désormais autour de 50 milliards d'euros. Comme les exportations françaises vers la Chine n'ont pas suivi la cadence, le déficit devient astronomique et dépasse aujourd'hui 30 milliards d'euros. C'est notre plus grand déficit bilatéral. Il est en partie la conséquence d'un choix constant de tous les gouvernements, qu'il soient de gauche ou de droite : à cajoler le consommateur, mais aussi les distributeurs, les industriels ont été sacrifiés et les importations à petits prix encouragés.

Mais la dégradation du commerce extérieur s'explique aussi par les choix stratégiques de grands groupes de délocaliser leur production notamment du côté des PECO pour profiter de leurs bas coûts de production : parmi les PECO membres de l'UE, l'excédent du début des années 2000 a laissé place à un déficit de plus de 6 milliards d'euros. Mais là comme pour la Chine la situation s'est stabilisée depuis plusieurs années.

Les ravages de l'optimisation fiscale

Si les pays à bas coût sont au cœur de la dégradation de notre commerce extérieur jusqu'en 2010-2011, ils ne peuvent être tenus comme premiers responsables des dernières évolutions. C'est une fois de plus du côté

de l'Europe qu'il faut regarder, notamment de la zone euro. Car la France perd à nouveau pied par rapport à ses partenaires, la France, qui joue perdant sur le grand marché avec un déficit passé de 32 à 45 milliards d'euros entre 2010 et 2017 avec les pays membres de la zone euro.

Il y a l'Allemagne bien sûr, mais c'est quasiment de l'histoire ancienne, l'essentiel de la dégradation ayant eu lieu entre 2000 et 2008, au moment où les industriels outre Rhin engrangent les dividendes de leurs réformes structurelles pour restaurer leur compétitivité. Avec quelques années de décalage c'est avec l'Europe du Sud que la France cède du pacte de responsabilité et de solidarité, n'ont permis de redorer le blason de notre commerce extérieur.

Mais la géographie de nos déficits montre que tout ne relève pas de la compétitivité prix. Le poids de l'Irlande, des Pays-Bas dans nos pertes, montre aussi les ravages de l'optimisation fiscale et de l'intérêt pour les grands groupes de facturer en dehors du territoire. Le commerce extérieur est dans le rouge et l'on ne voit vraiment pas avec qui la vapeur pourrait s'inverser.

La stratégie de « l'alliance des productifs » reste plus que jamais d'actualité.

Le MRC

Il serait difficilement compréhensible d'aborder ce congrès, sans que nous fassions le point précis de la situation dans laquelle nous sommes. Notamment au niveau interne. Il est évident qu'à l'image de l'ensemble des partis politiques, nous sortons d'une période particulièrement délicate dont il faut faire l'analyse sans complaisance. Le départ de **Jean-Pierre Chevènement** nous a considérablement affaiblis sans permettre pour autant de "larguer les amarres" qu'un éloignement d'avec notre fondateur aurait peut-être autorisé.

Nous ne pouvons faire l'impasse sur la poursuite des nombreux départs de nos camarades, parfois parmi les plus anciens et les plus fidèles. Nous ne pouvons faire l'impasse sur les nombreuses démissions du conseil national ou du secrétariat national dont il reste peu de celles et ceux qui furent élus lors du dernier congrès. Il ne peut s'agir de départs uniquement pour raison personnelle, mais plus sûrement pour des raisons de natures politiques et d'orientation stratégique.

La Présidentielle, de l'espoir à l'humiliation

A ce titre, la séquence présidentielle n'est pas restée sans conséquences. Est-ce faute de moyens, d'espace politique, de perspectives suffisamment définies, de faibles relais dans l'opinion publique et dans les médias ? Le MRC ne doit pas se cacher derrière son petit doigt. Nous avons commis de nombreuses erreurs. En dehors de faire émerger une personnalité pour la faire connaître (ce qui peut être un objectif), une candidature à l'élection présidentielle ne s'improvise pas. En outre-nous n'étions pas naïfs : nous savions pertinemment - avant même le début de la campagne entamée en février 2016 - que la recherche des 500 parrainages serait une difficulté. Le tout, pour nous tous, était de savoir si le courage d'aller jusqu'au bout de la campagne, était une volonté, comme cela avait été affirmé lors du dernier congrès. Soutenir une candidature ambitieuse, portée par un candidat jeune était un objectif louable mais dont les conditions réclamaient un examen plus attentif. Ce qui était à craindre s'est hélas produit, notre marginalisation dans la périphérie des organisations politiques.

Il ne nous a ainsi pas été possible d'aller au terme d'une initiative trop rapidement annoncée. Il fallut alors en passer par les fourches caudines de "la primaire de la gauche", désormais à nos yeux incompatibles avec le sens même des institutions de la Vème République, sans compter l'humiliation qu'a constitué le refus par le PS que nous y participions en demandant notre "repêchage" en dernière minute.

Il fallut appeler à voter **Hamon** alors qu'il était abandonné par les siens sans pouvoir participer au processus de désignation. Candidat pro-Union européenne, anti-nucléaire, prônant un schéma "pédagogue" de l'école, et soutenant le revenu universel.

L'histoire politique du quinquennat **Hollande** (le TSCG, la Règle d'or, le démantèlement du code du travail avec les ordonnances, la loi NOTRE qui met à mal les collectivités locales, la rigueur budgétaire à tous les étages, la capitulation aux régionales de 2015 en Nord Pas de Calais, PACA et Lorraine) ne pouvait pas nous permettre un rapprochement avec le PS qui sortait fracturé de ces cinq ans de pouvoir.

Notre fonctionnement: il est à revoir.

Nous avons vu les démissions se multiplier y compris au sein du secrétariat national (au moins 09), mis en place lors du dernier congrès. Quelle analyse politique en fut faite et surtout quelles réponses y furent apportées ? Au-delà d'une situation complexe pour toutes les formations politiques, nous avons pu constater un affaiblissement durable de nos prises de positions sur tel ou tel sujet d'actualité. Notre site restant muet parfois pendant de longues semaines. Pourtant, là encore, des militants proposent des contributions ou alertent fréquemment des sujets explosifs à venir. Les sites de fédérations locales sont ainsi, pour certaines, plus productives que notre plateforme nationale ! Notre manque de productivité et de réponse vis-à-vis de nos sympathisants ne peut qu'encourager la démotivation et la démobilisation. Au-delà de cette dimension factuelle, nous devons collectivement nous interroger sur les raisons de ce rétrécissement sans précédent que nous connaissons. Nous devons aussi nous interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. Quelle politique d'animation devons-nous mettre en place aussi bien à l'échelle nationale qu'au niveau des fédérations ? Quelle politique de communication interne devons-nous mettre en place ? Quelle politique numérique interne et externe devons-nous mettre en place ? Quelle politique de relations extérieures devons-nous mettre sur pied ? Quels outils de communication en direction du "grand public" doivent être instaurés afin de populariser notre message ? Quelle politique de développement devons-nous donner au parti ? Indéniablement, la victoire d'Emmanuel Macron ne peut, par exemple, nous éviter une réflexion sur les futures alliances politiques, mais surtout quelles analyses, quels discours, quelles perspectives sommes-nous capable d'offrir au pays pour entrer en dialogue avec nos concitoyens et les autres forces politiques du pays ?

Notre discours : "De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace"

Il nous faut sur ces différentes questions faire preuve d'audace car ce chantier est à remettre sur le métier. Il nous faut également revoir notre animation politique. Là, comme ailleurs, le MRC doit être à l'initiative. Le travail intellectuel et idéologique doit redevenir une priorité. Sur ce point, il ne faut pas hésiter à refaire appel à nos camarades pour rédiger notes, fiches, comptes rendus de lectures que nous pourrions utilement partager. La mutualisation des connaissances et des savoirs doit de fait devenir un fonctionnement et un objectif stratégiques. Cela s'articule par conséquent, avec une politique de formation innovante au regard de la situation particulière : isolement de certains camarades, difficultés de déplacements, coûts des transports...

autant d'obstacles qu'il faut prendre en compte quant à cette nouvelle politique de formation militante. Nous ne pouvons plus nous satisfaire du discours de notre "logiciel" dont la seule évocation suffirait à nous exonérer de tout travail sérieux et digne de ce nom. La situation a profondément changé. Notre discours doit évoluer à partir d'une analyse sérieuse et serrée de la situation actuelle.

Par ailleurs, notre vocation, conformément à notre identité, est de nous adresser à l'ensemble des citoyens et à l'ensemble du pays.

Le MRC ne pourra reprendre de la crédibilité auprès de nos concitoyens qu'à partir du lien que nous devons leur faire apparaître, avec la réalité du terrain. Il faut reconnaître que nous ne parvenons pas à atteindre nos concitoyens. Les causes en sont nombreuses et remontent à loin. Alors que la social-démocratie européenne était emportée par le néolibéralisme et le néo-conservatisme depuis la fin des années 70, il n'a fallu que 2 ans pour que la gauche française revenue enfin au pouvoir, n'adhère au capitalisme libéral avec le tournant de la rigueur en 1983. Les événements qui ont suivi n'ont été qu'une suite de renoncements aux idées de gauche et de perte de sens du peuple (acte unique en 1986, Maastricht en 1992, le Traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005).

Avec **Jean-Pierre Chevènement**, nous avons anticipé le retour des Nations comme projection des peuples dans leurs identités politiques et comme élément indispensable au retour de la République comme exigence sociale. L'échec du référendum de Maastricht, l'impossibilité de construire un pôle alternatif, à gauche - comme avec une partie de la droite (les institutions de la Ve République jouant leur rôle), nous a obligés à nous engager sur la "longue marche." Elle n'est pas terminée. Nous devons avoir une compréhension historique et politique des phénomènes auxquels nous sommes confrontés. Pour nous, la République est le chemin de l'universel. Fidèle à **Jaurès** qui comprenait l'Humanité comme un tout sans qu'elle soit uniforme. Ce retour des Nations et de leur signifiant politique, c'est à dire la souveraineté est l'immense défi de notre temps.

Nos analyses : retisser le lien avec le monde intellectuel et le monde du travail.

Nos analyses doivent s'appuyer sur les mouvements qui aujourd'hui contribuent à faire vivre le débat d'idées. Il faut impérativement "ré-articuler" le MRC avec le monde intellectuel, notre crédibilité en dépend. Ce lien s'est profondément distendu et nous fait également perdre en notoriété et en efficacité politique. Nous ne devons, ni ne pouvons rester à l'écart des débats qui agitent la société et le monde d'aujourd'hui. Notre perte d'influence dans le débat est incontestable, il faut en prendre acte et ne pas fuir la réalité. Alors que les questions de la souveraineté, de la Nation, de la République, de l'identité culturelle et politique ou de laïcité sont devenues centrales, nous en avons été quasiment dépossédés. Les deux grands partis d'opposition, le Front National et la France insoumise par **Jean-Luc Mélenchon** en ont effectivement fait leur cheval de bataille, sans lever de nombreuses ambiguïtés. Ces questions sont pourtant essentielles et conditionnent l'idée que nous nous faisons de l'État.

La coalition des centres avec l'élection d'**Emmanuel Macron**, nous oblige à repenser notre action. En 2002 le mot d'ordre de **Jean-Pierre Chevènement** était "au-dessus de la gauche et au-dessus de la droite, il y a la République." **Emmanuel Macron** déclare " je suis et de droite et de gauche" mais il précise, dans le même temps, qu'il a été élu pour rétablir la souveraineté française (premier congrès de LREM), tout en parlant de souveraineté européenne sans véritablement la définir. Le piège, sous couvert de progressisme, est de faire

croire que l'alliance des libéraux (de droite et de gauche) incarne le camp du progrès contre les "populistes" qui seraient obligatoirement des "nationalistes." Il faut s'attaquer de front à ce discours qui vise à établir, dans la longue durée, l'idéologie néolibérale au pouvoir. Alors que c'est l'épuisement d'un système et surtout de politiques finalement proches l'une de l'autre au nom des "contraintes européennes" qui se sont considérablement renforcées avec la discipline austéritaire liée à l'euro qui fonctionne surtout au profit de l'Allemagne.

L'éclatement des deux grands partis de la cinquième aurait pu être une chance pour le pays à condition d'être prêt à renverser la table, notamment au niveau européen et dans le dialogue à entamer immédiatement avec l'Allemagne. Ce ne fut pas le cas, mais au contraire un tour de vis budgétaire pour rentrer dans les clous des critères de Maastricht après la fin de non-recevoir qu'**Angela Merkel** a opposée à **Emmanuel Macron** lors du sommet Franco-allemand d'Aix-la-Chapelle. Funeste erreur. Le Président de la République perdait l'initiative stratégique et prenait la pente empruntée par **François Hollande** dès juin 2012. Il est désormais plus le symptôme d'une société malade que l'incarnation d'une "France en grand" grâce à la construction européenne en ayant la possibilité de mettre en œuvre une véritable perspective politique pour le pays. Il se retrouve à la tête d'une "synthèse des centres" qui est d'ores et déjà aux abois. Le Nouveau monde est un leurre qui a déjà cessé d'exister. Le combat aujourd'hui, c'est la reconstruction du socle républicain. Nous partageons l'analyse de **Chevènement**, le "moment républicain" doit advenir, le véritable bouleversement est là. Il faut donc une stratégie qui vise à contrecarrer la perspective actuelle et nous adresser largement à l'ensemble des républicains susceptibles de partager cette analyse. La chute actuelle du Président de la République dans les enquêtes d'opinion illustre cette réalité. Nombreux sont les intellectuels avec lesquels nous devons engager le dialogue sur cet enjeu fondamental.

Le MRC, pour quoi faire ?

L'élection présidentielle de 2017 a vu l'émergence de « mouvements » à la place des partis politiques. La dialectique entre « Ancien monde » et « Nouveau monde », en plus de répondre aux bas instincts poujadistes des médias dominant, a rencontré un écho certain dans la population. Ce fut le cas à travers le vote pour **Emmanuel Macron** parmi les français les plus aisés. Ils se trouvent vivre très bien sans l'aide de l'État et voient en notre système politique et social un lieu de corruption et de gaspillages financiers qui leur coûtent une partie de leur revenu. Ce fut aussi le cas, à travers le vote pour Jean-Luc Mélenchon et pour Marine Le Pen, des français des classes populaires. Alors qu'ils paient de plus en plus d'impôts « indirects » (taxe sur la valeur ajoutée, sur les cigarettes, sur l'essence etc.), ils se sentent de plus en plus exclus des services publics et de la solidarité nationale.

Les partis politiques, dans ces discours, rassemblaient tous les maux. Cumulars, corrompus, dilapidant les deniers publics, les élus en place étaient les souffre-douleur de ces trois chantres du « Nouveau Monde », **Emmanuel Macron**, **Jean-Luc Mélenchon** et **Marine Le Pen**. Si la dernière et sa famille nous avaient habitués à cette diarrhée verbale poujadiste, les deux premiers nous ont surpris. **Emmanuel Macron**, l'héritier des politiques suivies nationalement et internationalement depuis au moins sa naissance, a réussi le tour de force d'allier discours poujadistes et statu quo politique (cela faisait quarante ans qu'un changement de président de la République et de majorité parlementaire en France n'avait pas résulté en la reconduite de certains ministres à leur poste). **Jean-Luc Mélenchon** enfin, ministre dans les années 1990, sénateur puis député européen, ancien fidèle de **François Mitterrand**, avait accompli sa mue. Il a assumé s'être trompé en 1992 lors du traité de Maastricht et avoir « rectifié le tir » contrairement à certains de ses camarades socialistes, en 2005. Sa rupture avec le Parti Socialiste l'a transformé en opposant systématique de tout ce

qui, localement et nationalement, était « en place ». Lors des élections législatives, son mouvement la France Insoumise se targuait même d'avoir plus de 90 % de candidats qui n'avaient jamais exercé de mandat politique local ou national. Comme si avoir fait partie des 500 000 bénévoles qui font vivre les communes françaises était une tare !

Ce discours politique contre les partis politiques et les élus en place s'est accompagné de la création de « mouvements » politiques. La différence entre un parti et un mouvement est apparue assez claire en 2017 : un mouvement politique rassemble tous les citoyens qui soutiennent le chef du mouvement. Alors qu'un parti politique est censé survivre à ses dirigeants politiques, le mouvement politique, lui, naît et meurt avec la campagne électorale de son chef. On l'observe bien aujourd'hui avec ce que sont devenus, plus d'un an après la présidentielle, En Marche et la France Insoumise. En Marche est un mouvement créé par et pour Emmanuel Macron. Alors que le nombre d'adhérents a été comptabilisé par le nombre de « clics » de soutien sur leur site internet, la réalité militante est en fait rachitique. L'implantation locale est si faible que, pour les prochaines élections municipales, le but premier d'En Marche est de vendre leur étiquette (et un ou deux candidats) au plus de maires sortants possible. L'effort militant fut extrêmement difficile à produire lors des législatives de 2017 et encore plus lors des élections partielles. On ne compte plus les départs avec fracas du mouvement par des militants locaux qui ne comprenaient pas à quoi ils servaient et déçus par les espoirs d'un « Nouveau monde » politique qui leur promettait une plus grande participation à la décision publique. Dans le même temps, à la France Insoumise, des règles strictes ont régi l'organisation du mouvement. Aucun cercle local ne peut excéder 12 militants. Si un cercle dépasse ce nombre fatidique, il doit se scissionner. Aucun rassemblement de militants en dehors de ces cercles ne peut engager une réflexion sur leur organisation, sur leurs idées qui ne soit pas a priori validée par leur direction. Il s'agit tout bonnement d'éviter toute velléité de démocratie militante. Alors que les discours sur la 6ème République font la part belle aux besoins démocratiques du peuple, le mouvement France Insoumise semble encore plus marqué par une personnalisation et une concentration du pouvoir que les dérives de la 5ème République !

Pour une vraie démocratie militante !

Nous assumons être membres d'un parti politique. Nous sommes tous des citoyens-militants, qui souhaitent tout à la fois agir dans nos institutions républicaines et réfléchir ensemble au rôle et à l'action de l'État. Pour cela, nous avons créé un parti politique, régi par des statuts et une déclaration de principes qui instituent une règle simple : un adhérent = une voix. Nous refusons donc le principe des « primaires », qui privatisent l'exercice démocratique et le transforment en cour aux « segments électoraux » et aux communautarismes. Ainsi la primaire de la droite en 2016 a vu la mobilisation extrême des milieux de la « manif pour tous » qui sont loin de représenter la droite républicaine de ce pays. La primaire de la gauche a elle permis la mobilisation de la gauche sociétale, idéologiquement acquise à la mondialisation et qui défend le multiculturalisme et le communautarisme, loin des préoccupations des classes populaires qui ont constitué, par le passé, le cœur de la gauche française.

Un parti politique se doit évidemment d'être ouvert. L'ouverture sur les citoyens mais aussi sur les organisations, qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives. Parmi elles se trouvent d'autres citoyens-militants aux causes diverses mais qui peuvent nous rassembler. Nous devons aussi être ouverts aux idées nouvelles, aux débats d'idées en notre sein et mettre en place un cadre sérieux et ouvert aux discussions militantes. Des outils sont mobilisables. La proposition faite à chaque congrès d'un intranet militant doit être mise en œuvre au plus vite. Le travail d'articulation entre la mobilisation locale et la prise de décision nationale est difficile, mais capital. Le rôle d'animation du parti échoit à la direction nationale

avec l'aide des fédérations et des comités locaux. La mise en place d'une stratégie de développement local doit se faire en concertation. Elle doit également se voir confier des moyens nouveaux mais rationalisés. La valorisation nationale des actions locales est essentielle si nous voulons convaincre de nouveaux citoyens de nous rejoindre.

Nous sommes peu nombreux, c'est vrai. Certains pensent même que nous sommes finis et qu'il nous faut plier bagages. La « longue marche » n'est pas finie et nous faisons tous le constat que nous sommes moins nombreux que par le passé. C'est toutefois un amer constat partagé par tous les partis politiques.

Il est vrai que si nous voulons peser réellement sur l'orientation des politiques publiques, nous devons être plus nombreux. La politique est affaire de rapport de force, nous ne l'oublions pas. Nous avons deux chemins possibles pour nous étoffer. Nous pouvons fusionner avec d'autres militants qui partagent une bonne partie de nos idées et qui sont prêts à oublier nos différends aujourd'hui car eux aussi sont moins nombreux. Nous pouvons aussi convaincre de nouveaux citoyens-militants, ou ceux qui nous ont quittés par le passé, et travailler à contrecarrer le mouvement d'ensemble de désaffection des citoyens pour les partis politiques.

Le choix est clair : nous pouvons accompagner cette désaffection en y ajoutant une restriction de l'offre politique, ou nous pouvons essayer de la combattre, notamment auprès des 500 000 acteurs politiques bénévoles qui, en France, font vivre nos communes et sont de moins en moins adhérents de partis politiques.

Fusionner pour peser ? Sur qui ?

Soyons transparents : la proposition qui nous est faite aujourd'hui est de rejoindre des dissidents socialistes, **Emmanuel Maurel** et **Marie-Noëlle Lienemann** en tête, et de s'intégrer au mouvement La France Insoumise en vue des élections européennes, locales et présidentielle. À ce sujet, **Jean-Luc Mélenchon** fut clair à Marseille lors des Universités d'été de « Nos Causes Communes ». Il ne souhaite « ni proposer l'asile politique » ni offrir « aucune commodité d'hospitalité ». Son « leadership » n'est pas contestable, et son programme « L'Avenir en Commun », restera la feuille de route unique jusqu'en 2021 où elle sera « remise au débat » à ceux qui participeront à la rencontre avec le suffrage universel en 2022. Alors si nous ne pèserons sur le programme que nous devons défendre qu'en 2021, sur qui pourrons-nous peser d'ici-là ?

Aux européennes, quel que soit notre choix, notre ADN politique (et celui de **Jean-Luc Mélenchon** également) fait que nous ne pèserons en rien sur les orientations de l'Union Européenne. Nous pouvons toutefois obtenir une voix, parmi quelques autres, qui pourra, c'est vrai, essayer de faire entendre nos idées non seulement à Bruxelles mais aussi dans tout le pays. Cela n'est ni négligeable ni suffisant pour justifier notre ralliement plein et entier.

Aux élections municipales qui suivront, sur qui pourrons-nous peser ? Aujourd'hui, nous avons encore un réseau d'élus qui travaillent dans des majorités et des oppositions d'union de la gauche du « Vieux Monde ». Ils pèsent, c'est une réalité. Un ralliement à la France Insoumise pour les élections municipales signifie pour tous nos élus une rupture claire avec leur bilan, les travaux réalisés et engagés. La FI n'a aujourd'hui pas de maire et très peu de conseillers municipaux. Les Insoumis se situent dans l'immense majorité des cas dans une opposition systématique et souvent peu constructive à tout ce que fait « l'Ancien Monde ». Comme En Marche, leurs meilleurs résultats électoraux ont été réalisés dans des grandes villes ou en banlieue urbaine parisienne. En dehors de l'Ariège et du duel avec le FN en Meurthe-et-Moselle, tous les députés Insoumis sont issus de préfectures ou de la petite couronne parisienne. Sont-ils pour autant prêts à conquérir ces

villes ? Leurs résultats et les configurations politiques locales nous amènent à penser que non. Paris, Marseille, Lille, Bordeaux et Montpellier, villes des députés Insoumis, et même Toulouse, Lyon, Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand ou Saint-Etienne où ils ont fait des scores respectables ne seront pas conquis par la France Insoumise. En nous engageant avec eux, nous nous excluons de la possibilité de faire partie d'une majorité municipale, et nous ne nous donnons que des opportunités de s'opposer aux majorités de droite comme de gauche qui seront en place.

Les élections départementales et régionales qui suivront poseront des questions similaires mais peut-être moins marquées.

Enfin, il y aura l'élection présidentielle de 2022. Notre parti politique avait toujours, depuis la campagne de 2002, soutenu le candidat de gauche le mieux placé pour pouvoir « peser » sur l'éventuelle nouvelle majorité. Ce ne fut pas le cas en 2017. Plutôt que nous risquer dans un soutien au candidat à gauche le plus à même de se qualifier au deuxième tour, nous avons privilégié la reconduction de nos alliances passées, ce afin de donner les plus grandes chances à nos parlementaires d'être réélus. Il est vrai que, comme nous l'a redit à Marseille **Jean-Luc Mélenchon**, il ne voulait pas de « ratatouille » s'apparentant de près ou de loin à un accord d'appareils. Cette reconduction des alliances passées ne permit pas à un de nos deux députés d'être réélu. Elle permit toutefois l'élection d'une sénatrice, à l'automne, dans le Pas-de-Calais, grâce notamment à l'implantation de notre parti dans de nombreuses collectivités locales du département dans le cadre de l'Union de la Gauche. Dans un contexte où la gauche est passée d'environ 520 parlementaires nationaux en 2012 à environ 180 en 2017, notre bilan n'est pas si dramatique.

Après les élections locales, nous devons analyser sérieusement la situation politique. Une candidature à la présidentielle ne pourrait, pour notre mouvement, être possible que si nous réussissons à constituer un réseau d'élus municipaux (maires, adjoints et conseillers) suffisamment dense pour porter la campagne des parrainages à bon port. Un constat d'échec sur ce plan nous conduirait, comme lors des précédentes échéances, à évaluer les forces en présence et le meilleur chemin pour nous permettre de « peser » sur l'avenir de la France.

Le départ de **Jean-Pierre Chevènement** à l'issue de notre congrès de 2015 a été vécu pour beaucoup comme un traumatisme. Certains se sont demandé quelle était désormais l'utilité du MRC ? N'avions-nous pas été qu'un outil au service de ce grand homme ? Aujourd'hui, nous devons sereinement tourner la page et prouver que nous n'étions pas qu'un mouvement au service d'un homme. Nous devons prouver que notre parti politique survivra à ses dirigeants, même les plus emblématiques. Que les valeurs qui nous rassemblent sont plus fortes et résisteront à l'épreuve du temps et de la transmission aux générations suivantes.

En guise de conclusion

« *Là où il y a une volonté, il y a un chemin.* » Winston Churchill

Les temps qui viennent seront difficiles, et notre identité républicaine sera précieuse pour les concitoyens de notre pays. Peut-on renoncer à ce que nous sommes et à ce que nous représentons dans la vie politique française ? Non, cela ne serait pas raisonnable.

Il ne s'agit pas d'être seuls, bien au contraire, mais de comprendre la période et les enjeux qui se déploient devant nous. Dans une certaine mesure, la lente décomposition du PS qui est marquée par quelques grandes dates (1983-1991-2002-2005-2014 et 2017) arrive à son terme. Désormais, une tentative de recomposition de la gauche est en marche, notamment avec ceux qui furent les principaux acteurs de ce parti socialiste.

Or, la situation du pays ainsi que les enjeux auxquels il est confronté, l'importance des tensions qui traversent le monde, tant au niveau financier, économique, climatique, que militaire, exigent que nous envisagions des solutions et des perspectives nouvelles. L'ampleur des défis réclame que nous ayons cette capacité - qui fait notre particularité- de nous adresser à l'ensemble de nos compatriotes. Nous sommes lucides, la tâche est difficile. Mais nous sommes convaincus que le MRC est plus que jamais indispensable pour participer pleinement à la reconquête républicaine qui s'engage.